

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 538 du 02.07.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

La Confédération syndicale internationale demande la levée du blocus de Gaza

1 Dossier

1-1 [Des mensonges israéliens pour justifier l'attaque meurtrière contre la flottille.](#)

1-2 Mounadil Djazaïri : La vérité sur le blocus de Gaza.

1-3 Sheera Frenkel : Blocus : Une « guerre économique » contre le Hamas.

1-4 Une riposte au crime commis à l'encontre de la flottille de liberté.

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 A Gaza, la récolte de blé se heurte à des tirs à balles réelles dans la "zone-tampon".

2-2 La mairie de Jérusalem approuve un plan menaçant des maisons palestiniennes.

2-3 [Malgré les obstacles, la délégation algérienne entre à Gaza.](#)

2-4 Lettre ouverte à Bernard-Henri Lévy.

2-5 Suma Baroud : Message d'une mère de Gaza : nous étreignons l'espoir.

2-6 Kara Newhouse : Une veuve pleure, une armée ment.

2-7 Rami Almeghari : La situation à Gaza : frustration et détermination.

3 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

3-1 Boycott

1 Des intellectuels israéliens appellent au boycott d'Israël.

2 Stéphane Hessel : "Les citoyens du monde doivent réagir là où les gouvernements ont échoué".

3 Agustín Velloso : Pourquoi boycotter Israël en 2010 ?

4 Une campagne de boycott en Grèce.

5 Les dockers suédois boycottent les navires israéliens.

Tiré a part

La Confédération syndicale internationale demande la levée du blocus de Gaza

Le congrès de la Confédération syndicale internationale (CSI), réuni de 21 au 25 juin à Vancouver (Canada), exige la levée du blocus de Gaza et menace d'exclure le syndicat israélien Histadrut s'il continue à soutenir l'occupation, le blocus de Gaza, et les crimes de guerre israéliens.

"Près d'un mois après la sanglante opération israélienne qui a fait neuf morts parmi les militants pro-palestiniens, certains syndicats ont tenu à ce que le congrès prenne position", rapporte l'envoyé spécial du Monde à Vancouver.

"La rumeur d'une demande d'exclusion de la CSI du syndicat israélien Histadrut a même couru. En fait, explique Rudy De Leeuw, président de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique), "notre congrès du début juin, en Belgique, avait exigé que le syndicat israélien se ressaisisse et soit plus clair sur la politique menée par son gouvernement". Le syndicaliste belge précise que si tel n'était pas le cas, son organisation demanderait une "mise à l'écart" d'Histadrut."

Le principal syndicat sud-africain, la Cosatu, a proposé un amendement demandant que la CSI s'engage en faveur du boycottage d'Israël, qualifié d'"Etat d'apartheid". Pour Bheki Ntshali, son président, "il est de la responsabilité du syndicalisme de forcer Israël à appliquer les résolutions des Nations unies et à lever l'embargo". La résolution finale demande entre autres "la démolition du mur" de séparation, la "levée du blocus à Gaza".

<http://www.convergenceledesluttes.fr/index.php?post/2010/06/27/LA-CSI-CONTRE-LE-BLOCUS-DE-GAZA>

1 Dossier

1-1 Des mensonges israéliens pour justifier l'attaque meurtrière contre la flottille.

Mentir pour se sortir du pétrin est une spécialité sioniste par excellence. Depuis l'attaque meurtrière contre la flottille, les dirigeants en sortent de toutes les couleurs pour la justifier. Des mensonges tellement gros qu'ils sont incroyables.

Il en est ainsi pour la dernière déclaration du chef des renseignements israéliens Yuval Diskin, lequel a prétendu que le Hamas et le Jihad islamique ont désormais en leur possession quelques 5000 roquettes d'une portée de 40 Km.

Selon le chef du Shin Beth, "la plupart des roquettes sont produites localement. Le Hamas dispose de 4.000 roquettes et le Jihad islamique d'un millier. Des dizaines de roquettes ont été passées en contrebande par des tunnels. Le Hamas dispose en outre de quelques roquettes d'une portée supérieure à 40 km qui peuvent atteindre le centre d'Israël".

S'exprimant lors d'une réunion de la commission de la Défense et des Affaires étrangères du Parlement israélien, Diskin donnait ce chiffre, sans en préciser les sources, dans la perspective de contrecarrer les efforts européens pour alléger le blocus qui fait l'objet de tentatives de plus en plus osées de la part de militants internationaux pour le briser.

"Un éventuel allègement des procédures pour l'importation de marchandises à partir d'Israël ne poserait pas de problème. La contrebande dangereuse pour la sécurité d'Israël passe par les tunnels reliant le Sinaï (égyptien) au sud de la bande de Gaza", a-t-il ajouté.

Selon le chef du Shin Beth, le Sinaï "attire les réfugiés d'Al-Qaïda qui arrivent d'Irak en passant par la Jordanie. Toute sorte d'autres terroristes venant de la bande de Gaza s'y retrouvent aussi de même que des complices du Hezbollah libanais".

Sachant que durant l'offensive israélienne Plomb durcie contre la Bande de Gaza, déclenchée pour contrecarrer les roquettes palestiniennes, ces dernières ont été presque inefficaces. En témoigne le nombre des tués israéliens qui n'ont pas dépassé les 13, alors que le nombre des victimes palestiniennes s'est élevé à 1300.

De plus le fait d'avancer le chiffre de 5.000 roquettes relève d'un mensonge tellement gros qu'il se renverse contre ceux qui le profèrent. Il insinue que le blocus imposé contre la Bande de Gaza a été inefficace et justifie non pas sa poursuite, mais sa levée !! Car inefficace !

15/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142314&language=fr>

1-2 Mounadil Djazaïri : La vérité sur le blocus de Gaza.

Dans l'archipel des mensonges sionistes, il en est un qui a la vie dure, c'est que le blocus imposé à la bande de Gaza a pour finalité d'empêcher ce territoire peuplé surtout de réfugiés Palestiniens de s'armer et de continuer à tirer ses roquettes artisanales sur les localités sionistes avoisinantes.

Une de ces localités est Sderot, anciennement Najd avant que sa population indigène en soit chassée pour faire de la place aux squatters sionistes. Sderot est en quelque sorte le Dresde de l'entité sioniste, une cité martyre victime d'une avalanche de roquettes artisanales tirées depuis la bande de Gaza.

Sauf que, à la différence de Dresde ou de Gaza, les victimes à Sderot se comptent sur les doigts de la main. N'empêche que les visites organisées à Sderot par les autorités sionistes pour faire comprendre les difficultés endurées par ses habitants ont un franc succès et les visiteurs sont amenés à compatir devant une vitre brisée ou un toit endommagé.

Bref, l'entité sioniste a le droit de se défendre et donc d'imposer un blocus à Gaza afin d'empêcher le Hamas de se procurer des armes éventuellement plus performantes que ses roquettes d'aéroclub. D'où également, le sort fait à la flottille pour Gaza et plus particulièrement au Mavi Marmara.

Cette vérité communément admise n'est cependant qu'un mensonge de plus de la part des sionistes et de leurs complices un peu partout. Lisez donc ce passage dans l'article où un membre du Département d'Etat (le service de Mme Clinton) explique ne pas être au courant de l'existence d'un document de l'Etat sioniste qui contredit son propre mensonge. Ce serait presque comique s'il ne s'agissait de questions très graves.

Ce n'est pas par les journaux français que vous apprendrez cela malheureusement, mais par l'agence de presse américaine McClatchy. Cependant, sans être une agence marginale, McClatchy est loin d'avoir le poids des services de Reuters, de l'AFP ou même du New York Times.

Cette agence suit un procès qui se déroule en ce moment dans l'entité sioniste où une organisation humanitaire a déféré l'Etat voyou devant ses propres tribunaux. Sommé de s'expliquer sur les motifs du blocus qu'il impose, l'Etat délinquant s'est exécuté pour reconnaître nettement que le blocus n'est pas lié à des impératifs sécuritaires mais à une volonté de mettre un terme au contrôle qu'exerce le Hamas sur la bande de Gaza.

Comment dit-on déjà en français ? Ah oui : cela va sans dire, mais ça va mieux en le disant...

Mounadil Djazairi

14 Juin

1-3 Sheera Frenkel : Blocus : Une « guerre économique » contre le Hamas.

Alors qu'Israël vient d'ordonner mercredi un léger assouplissement du blocus de la bande de Gaza, McClatchy a obtenu un document gouvernemental israélien qui présente le blocus non comme une mesure de sécurité mais comme une « guerre économique » contre le Hamas qui dirige ce territoire palestinien.

Israël a imposé de sévères restrictions à Gaza en juin 2007, après que la victoire électorale du Hamas et sa prise de contrôle de l'enclave côtière l'année précédente, et le gouvernement a longtemps affirmé que l'objectif du blocus était de stopper le flux d'armes et de combattants vers Gaza.

La semaine dernière, après que des commandos Israéliens ont tué neuf volontaires d'une flottille humanitaire pour Gaza organisée par des Turcs, Israël a encore osé affirmer que son but était de stopper l'arrivée dans Gaza d'armes pour les terroristes.

Cependant, en réponse à une action en justice menée par Gisha, une association israélienne pour les droits de l'homme, le gouvernement israélien a expliqué que le blocus était un exercice du droit à la guerre économique.

"Un Etat a le droit de décider de ne pas avoir de relations économiques ou de ne pas apporter d'assistance économique à l'autre partie au conflit, ou de vouloir agir en recourant à la 'guerre économique' affirme le gouvernement.

McClatchy s'est procuré la déclaration écrite du gouvernement auprès de Gisha, le Centre Juridique pour la Liberté de Circulation qui a déféré au tribunal le gouvernement pour obtenir des informations sur le blocus. La haute cour israélienne a donné suite et le gouvernement a fourni sa déclaration en début d'année.

Sari Bashi, directrice de Gisha, considère que ces documents prouvent qu'Israël n'impose pas son blocus pour les raisons qu'il affirme publiquement mais plutôt en tant que punition collective pour la population palestinienne de Gaza. Gisha s'intéresse aux droits des Palestiniens.

(Un porte parole du Département d'Etat, qui n'était pas autorisé à s'exprimer officiellement, a déclaré n'avoir pas connaissance des documents en question).

Le gouvernement israélien a franchi une nouvelle étape mercredi et affirmé que la guerre économique visait à atteindre un objectif politique. Un porte parole du gouvernement, dont nous ne pouvons pas donner le nom pour des raisons politiques, a déclaré à McClatchy que les autorités vont continuer à alléger le blocus mais «ne lèveront pas complètement l'embargo tant que le Hamas gardera le contrôle de Gaza.»

Le blocus de Gaza par les Israéliens comprend une liste complexe et changeant constamment des biens qui sont autorisés à entrer dans Gaza. Des produits comme le ciment ou le métal sont interdits parce qu'ils peuvent être utilisés à des fins militaires, disent les officiels Israéliens.

Selon des chiffres publiés par Gisha en coordination avec l'ONU, Israël permet l'entrée de 25 % des biens qu'elle autorisait à entrer à Gaza avant sa prise de contrôle par le Hamas. Pendant les années qui ont précédé le blocus, Israël a autorisé en moyenne 14 000 camions de marchandises par mois à se rendre à Gaza. Israël autorise maintenant approximativement 2 500 camions par mois.

Les chiffres montrent qu'Israël a aussi limité les marchandises à entrer à Gaza à 40 types d'articles, tandis qu'avant juin 2007, ce sont environ 4 000 types d'articles qui entraient à Gaza.

Israël a légèrement allongé la liste ce mercredi pour y ajouter les sodas, les jus de fruits, les épices, la crème à raser, les chips et les bonbons, indique Raed Fattouh, le responsable Palestinien chargé de la liaison, qui coordonne avec Israël le flux des marchandises destinées à Gaza.

«Je pense qu'Israël veut désamorcer les pressions internationales,» déclare Fattouh. « Ils veulent montrer aux gens qu'ils autorisent des choses à entrer à Gaza.»

C'est la première mesure tangible prise par Israël suite aux critiques internationales sans précédent qu'elle a essuyées au sujet du blocus après le raid israélien en haute mer de la semaine dernière.

Alors même que s'élevaient des appels pour une enquête sur la manière par laquelle Israël a intercepté la flottille, les dirigeants mondiaux ont aussi appelé Israël à lever son blocus de Gaza.

Lors de sa rencontre avec Abbas, Obama a déclaré que le Conseil de Sécurité avait appelé à une « enquête crédible et transparente conforme aux normes internationales. » Il a ajouté : « Et nous pensons ce que nous avons dit. C'est ce que nous attendons.»

Il a aussi appelé à un allègement du blocus par Israël. « Il nous semble qu'il devrait y avoir des moyens pour qu'il se limite strictement aux cargaisons d'armes plutôt que d'interdire pratiquement tout puis d'autoriser, au coup par coup, des choses à entrer à Gaza, » a-t-il déclaré à la presse.

Le président Barack Obama, après avoir reçu Mahmoud Abbas, le chef de l'Autorité palestinienne, a déclaré que la situation à Gaza est "intenable." Il a promis un complément de 400 millions de dollars d'aides pour le logement, la construction d'écoles et de routes pour améliorer la vie quotidienne des Palestiniens – dont au moins 30 millions de dollars affectés à Gaza.

L'Égypte, qui contrôle la plus grande partie de la frontière sud de Gaza, a rouvert le point de passage de Rafah cette semaine en réponse aux pressions internationales pour la levée du blocus.

L'Égypte a longtemps été considérée comme le partenaire d'Israël dans l'application du blocus, mais le ministre Égyptien des affaires étrangères, Hossam Zaki, a déclaré que le passage de Rafah restera ouvert indéfiniment pour les habitants de Gaza munis de permis spéciaux. Par le passé, la frontière a été ouverte sporadiquement.

Maxwell Gaylard, le coordonnateur de l'ONU pour l'action humanitaire dans les territoires palestiniens, a déclaré que la communauté internationale veut un "changement rapide et fondamental" dans la politique israélienne concernant Gaza plutôt qu'une approche au coup par coup.

"Un modeste allongement de la liste restrictive des biens autorisés à Gaza est bien en deçà de ce qui est nécessaire. Nous avons besoin d'un changement fondamental et d'une ouverture des points de passage pour les marchandises, » a-t-il dit. Les responsables du Hamas dissident ont été déçus par l'annonce israélienne, et que la liste des marchandises est très éloignée des besoins réels.

"Ce ne sera qu'une entrée. Nous attendons le plat de résistance," déclare à Ramallah le ministre Palestinien de l'économie Hassan Abu Libdeh qui précise que les matériaux de construction sont ce qui fait le plus défaut aux habitants de Gaza. De nombreux Palestiniens ont été dans l'impossibilité de bâtir leurs maisons après l'opération Plomb Durci, l'offensive punitive d'Israël contre la bande de Gaza en décembre 2008 et janvier 2009.

Israël affirme que le ciment et d'autres matériaux de construction peuvent servir à construire des bunkers et d'autres installations militaires.

Certaines de ces marchandises entrent déjà à Gaza en contrebande par des tunnels qui la relient à l'Égypte.

Sheera Frenkel

McClatchy Newspapers (USA)

9 juin 2010

Traduit de l'anglais par Djazaïri

Lundi 14 Juin 2010

<http://mounadil.blogspot.com/>

1-4 Une riposte au crime commis à l'encontre de la flottille de liberté.

Au lendemain de l'opération réussie de la Résistance palestinienne qui a coûté la vie à un haut officier israélien et blessé trois autres, dont un grièvement atteint, les forces d'occupation ont mené une série de perquisitions, en Cisjordanie occupée, et arrêté trois adolescents.

Lors de ces perquisitions, un nombre de citoyens a été asphyxiés par les bombes assourdissantes et lacrymogènes lancées par les soldats de l'occupation.

Entre-temps, les brigades des martyrs d'al-aqsa, le groupe du martyr Imad Mognyeh a revendiqué l'opération d'al-Khalil qui a visé une patrouille israélienne près du camp al-Fawar au sud d'al-Khalil.

Les brigades ont affirmé, dans un communiqué, que cette opération est une riposte au crime commis à l'encontre de la flottille de liberté.

Le Hamas s'est, pour sa part, félicité, dans un communiqué, de cette opération héroïque menée par les héros de notre peuple à al-Khalil. "Cette opération héroïque montre une nouvelle fois que notre peuple ne se soumettra pas à l'occupation et que la résistance est notre chemin pour la libération et le retour" en Palestine, ajoute le texte.

Le Hamas a en outre "rendu hommage aux résistants, leur demande de lancer davantage d'opérations héroïques pour faire face à la judaïsation de Jérusalem, et aux campagnes de colonisation sioniste".

"L'ennemi sioniste, qui a dépassé toutes les bornes en faisant couler le sang de notre peuple, ne comprend que le langage de la résistance", souligne le Hamas.

De son côté, le Jihad islamique a affirmé que cette opération, qu'il a qualifié d'héroïque, témoigne de la vitalité de la résistance et de sa capacité à surprendre l'occupation, et ce, malgré toutes les politiques de sécurité destinées à saper la résistance en Cisjordanie.

Le Jihad a, en outre, réitéré son soutien au droit du peuple palestinien à la résistance contre l'occupation et son refus à la voie de négociation.

Cependant, l'Autorité palestinienne a dénoncé cette attaque par le biais d'un communiqué du Premier

Ministre palestinien Salam Fayyad.

15/06

<http://www.almanar.com.lb>

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 A Gaza, la récolte de blé se heurte à des tirs à balles réelles dans la "zone-tampon".

Par ISM-Gaza Les forces israéliennes ont attaqué des femmes et des ouvriers agricoles palestiniens accompagnés de militants internationaux des droits de l'homme par des tirs nourris lors du ramassage du blé prévu pour trois jours dans le sud de la bande de Gaza. La "zone tampon" imposée par Israël confisque illégalement plus de 30% des terres arables de Gaza.

Dans le village de Khoza'a, à l'est de Khan Yunis, de nombreux champs de blé ne sont pas moissonnés, malgré l'extrême pauvreté et les pénuries alimentaires, en raison des attaques israéliennes.

Mardi, le premier jour de la moisson n'a pas eu lieu à l'intérieur des 300 mètres de la "zone tampon". Cependant, à deux reprises, des tireurs d'élite se sont approchés des moissonneurs dans jeeps de l'armée israélienne, tirant à balles réelles sur cinq femmes qui étaient accroupies et cueillaient le blé à la main avec quatre militants de l'International Solidarity Movement (ISM).

Les femmes se sont allongées dans le blé au cours de l'attaque, mais ne sont pas parties, et la récolte s'est poursuivie après le départ des Jeeps. Les militants ont informé les soldats par mégaphone de la nature non menaçante du travail.

Une attaque plus grave s'est déroulée mercredi alors que la récolte se poursuivait à moins de 300 mètres de la clôture. 5 activistes de l'ISM et 2 journalistes étaient présents quand des jeeps de l'armée israélienne se sont approchées à 7 heures du matin et ont tiré plusieurs salves de tirs, tout comme la veille.

A 8h30, les Jeeps se sont garées sur une petite colline près de la clôture. Les tireurs d'élite se sont installés sur le toit de la jeep la plus proche des ouvriers, voyant parfaitement que la récolte manuelle n'était de toute évidence d'aucune menace.

Les tireurs d'élite israéliens ont ensuite arrosé les femmes, les militants et les journalistes de salves de plus de 50 tirs, poussant les femmes à hurler de peur et à ramper au sol. Les tirs à des balles réelles passaient à un mètre au-dessus de la tête des gens, ce qui signifie que tout écart aurait presque certainement touché quelqu'un. La récolte s'est terminée à 10 heures

Jeudi, le dernier jour de la récolte, a été écourté par deux attaques de tirs à 8h et à 8h30. Environ 20 salves ont été tirées à proximité des agriculteurs et des 3 activistes de l'ISM présents.

Les femmes ont eu évidemment plus peur de l'attaque, et les personnes présentes ont convenu qu'une troisième attaque était imminente et qu'elles seraient visées. Cela s'est avéré être une hypothèse correcte puisque, après avoir terminé à 8h45, 4 jeeps sont arrivées et sont restées le long de la clôture. Le blé ne sera probablement pas récolté.

«On nous a tiré dessus à balles réelles à plusieurs reprises ; nous entendions le sifflement assourdissant et le claquement des balles au-dessus de nos têtes», a déclaré la militante de l'ISM, Adie Mormech.

"Les femmes ont courageusement repris le travail après chaque attaque. Le dernier jour, après que des tireurs d'élite soient déjà venus deux fois et aient tiré de nombreuses salves depuis une distance relativement proche, il était clair que quelqu'un serait volontairement touché si nous restions. Par conséquent, le blé ne sera pas récolté. C'est exaspérant de voir que cette violence continue contre ce qui est clairement un effort pacifique destiné à cultiver le tiers des terres arables de Gaza surveillées par l'armée israélienne."

Alors que le taux de chômage à Gaza est d'environ 42% et que 60% de ses 1,5 million d'habitants ne bénéficient pas de sécurité alimentaire, la zone tampon imposée illégalement par Israël aggrave considérablement la crise humanitaire.

30% des terres arables de Gaza, et certaines de ses plus fertiles, se situent dans la zone tampon. Les agriculteurs qui tentent de travailler dans le secteur font face aux tirs à balles réelles et à la destruction des récoltes. Le nombre des récoltes cultivées dans la zone ont donc été considérablement réduites. Cela va du blé à d'autres récoltes ayant besoin de moins de main-d'œuvre, ce qui a encore des répercussions négatives sur la nutrition et la situation économique des habitants de Gaza.

En outre, 17% des terres agricoles ont été détruites dans la guerre d'agression d'Israël, rendant 47% (soit près de la moitié) des terres agricoles de Gaza presque utilisables.

La zone tampon a également réduit les zones de pêche de Gaza de 1 à 3 milles marins. Au cours des quatre premiers mois de 2010, 19 attaques navales ont conduit à deux attaques de tirs et trois arrestations, ainsi qu'à de nombreuses confiscations de matériel de pêche. L'étroite zone de pêche, où travaillent quotidiennement plus de 3600 pêcheurs, est gravement surexploitée.

La décision israélienne d'instaurer une zone tampon de 300 mètres constitue une violation des Accords d'Oslo, et les gens circulant jusqu'à deux kilomètres de la frontière font systématiquement l'objet de tirs. Les attaques israéliennes dans la zone tampon ont blessé 50 personnes et fait 14 morts entre Janvier et Avril 2010.

Au cours des douze derniers mois, il y a eu au moins 220 attaques israéliennes dont 116 ont eu lieu depuis le début de 2010 (au 30 avril). - Centre palestinien pour les Droits de l'Homme

13-06-2010

Pour toute interview, contactez Adie Mormech (Grande-Bretagne): +972(0)597717696

Source : <http://palsolidarity.org/>

Traduction : MG pour ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=13976&type=temoignage&lesujet=Non%20Violence>

2-2 La mairie de Jérusalem approuve un plan menaçant des maisons palestiniennes.

La municipalité israélienne de Jérusalem a approuvé lundi un projet archéologique controversé dans le secteur oriental de la ville, qui menace de destruction une vingtaine de maisons palestiniennes, a annoncé un responsable de la mairie.

En mars, le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait demandé au maire de Jérusalem Nir Barakat de geler le projet pour éviter des troubles dans la Ville sainte et de nouvelles frictions avec Washington au sujet de la construction à Jérusalem-Est, occupé et annexé depuis 1967.

La commission de planification et de construction de la mairie a validé le projet dit du "Jardin du roi" en hébreu (en référence aux jardins du roi Salomon), qui doit être construit dans le quartier arabe de Silwan, à Jérusalem-Est, a-t-on précisé de même source.

Malgré cette décision, le plan doit encore franchir plusieurs étapes juridiques avant d'entrer en application, a souligné ce responsable qui a requis l'anonymat.

"Le Premier ministre a demandé le report du projet pour permettre davantage de dialogue avec les habitants", a ajouté ce responsable, affirmant que "ce processus était à présent terminé".

Le plan approuvé lundi prévoit la destruction de 22 maisons, tandis que 66 autres construites sans autorisation israélienne seraient légalisées, a-t-il indiqué.

"Les propriétaires des maisons qui seront détruites ont obtenu l'autorisation de les reconstruire de l'autre côté de la zone, donc une solution a été trouvée pour tout le monde", a-t-il assuré.

De nombreux Palestiniens résidant à Jérusalem-Est risquent la destruction de leur maison, faute de permis de construction ou d'agrandissement, extrêmement difficile à obtenir des autorités israéliennes.

M. Netanyahu souhaitait toujours parvenir à un compromis, a précisé à l'AFP Mark Regev, un de ses porte-parole.

"C'est une procédure de planification préliminaire qui laisse plus de temps que nécessaire pour la poursuite du dialogue entre la municipalité et les habitants du quartier dans l'espoir de trouver une solution de compromis.

C'est ce qu'a demandé le Premier ministre", a-t-il dit.

Plusieurs pays occidentaux, dont les Etats-Unis, ont exhorté Israël à s'abstenir de telles démolitions, qui nuisent à la reprise de négociations de paix israélo-palestiniennes.

Selon l'ONG israélienne anticolonisation Ir Amim ("La Ville des peuples"), le projet s'inscrit dans un vaste plan de judaïsation de Jérusalem-Est avec la création de neufs "parcs bibliques" autour de la Vieille ville.

La construction en a été confiée à l'Autorité de développement de Jérusalem (ADJ), qui relève de l'Etat et de la municipalité. Dans un document présenté au gouvernement en septembre 2008, l'ADJ annonçait que l'objectif était de créer une "série de parcs entourant la Vieille ville" dans le but de "renforcer Jérusalem comme capitale d'Israël".

Israël a proclamé Jérusalem sa "capitale éternelle et unifiée", alors que les Palestiniens veulent faire du secteur oriental de la ville, considéré par la communauté internationale comme un territoire occupé, la capitale de leur futur Etat.

(AFP /

21 juin 2010

<http://www.romandie.com/ats/news/100621145642.8p7iulyp.asp>

2-3 Malgré les obstacles, la délégation algérienne entre à Gaza.

La caravane algérienne d'aide aux Palestiniens est parvenu à franchir le passage de Rafah après moult procédures complexes et des obstacles qui l'ont empêché durant 24 heures de pénétrer à Gaza.

Une surprenante mesure qui, selon les autorités, émanait d'instances sécuritaires supérieures, et de ce fait, n'a pas accordé l'entrée à Gaza à trois membres de la délégation algérienne, un ex-parlementaire à la retraite, un cadre dans une société pétrolière et un professeur d'université. Ce qui a fait attiser la colère des autres membres de la caravane qui estime que cette interdiction n'est qu'une diversion pour décourager l'action algérienne.

Une réunion extraordinaire des membres a débouché sur la conduite à tenir, soit d'être patient vis-à-vis des mesures d'obstruction de la partie égyptienne et le refus de passer en terre palestinienne sans la totalité des accompagnateurs de l'aide. Cette situation a duré deux longues heures avant que l'aval ne soit donné pour tous.

La décision des autorités égyptienne d'autoriser seulement Belkaid, le représentant de Hamas, Belkacem Kouadri, membre du parlement et Djellad Mohamed, de passer à Gaza, a été signifiée au syndicat des médecins égyptien, ce qui a créé une grande confusion au sein du groupe d'aide. Des voix révoltées se sont élevées afin de prendre position sur la conduite à tenir pour contrecarrer cette étrange mesure.

La délégation épuisée par le voyage s'est retirée dans un hôtel minable d'El-Arich pour se concerter sur les étapes suivantes. Beaucoup étaient pour un sit-in devant Rafah ou n'importe quel autre point de passage jusqu'à ce qu'on leur permette d'acheminer ce pourquoi ils sont venus, au peuple de Gaza. Quelques autres au fait du comportement des autorités

égyptiennes ont appelé au calme et à la diplomatie en attendant. Malgré les divergences, tous se sont enfin accordés pour mettre les autorités égyptiennes devant le fait accompli en se dirigeant au matin, vers le passage de Rafah, quelque soient les circonstances.

Hier matin, laissant la caravane d'aide à El-Arich, la délégation s'est dirigée vers Rafah qui après une demi-heure s'est transformé en arène politique soutenue par près de 100 personnes du mouvement Kifaya et du comité populaire de soutien à Gaza, menées par Hamdi Kendil. L'assistance en colère a scandé des slogans hostiles au régime égyptien lui faisant porter la responsabilité du siège de Gaza par sa connivence avec les sionistes. La délégation algérienne a tenté du mieux qu'elle a pu de rester en dehors de ces manifestations et de se concentrer sur son objectif : acheminer l'aide humanitaire aux palestiniens, malgré les propositions d'organiser des manifestations communes.

La presse était présente en force et peut rapporter que les algériens très bien organisés ont travaillé en silence, avec maîtrise dans le jeu du chat et de la souris des autorités égyptiennes pour saper la volonté de la délégation qui a dû passer par des dizaines de points de contrôle. Les algériens ont été suivis dans le moindre de leur mouvement ou déplacement au point où ils se demandent si la sûreté égyptienne a peur d'eux ou pour eux ?

La caravane a été minutieusement fouillée, les marchandises déchargées avant d'être rechargées dans des camions palestiniens, les membres ont subi un interrogatoire serré sur tout ce qu'ils transportaient, surtout leur pécule. Les membres ont dû attendre avant que leurs passeports soient visés alors que de l'autre côté les palestiniens patientaient et ne cessaient d'appeler leurs contacts dans la caravane

13/06

<http://www.echoroukonline.com/fra/index.php?news=6303>

2-4 Lettre ouverte à Bernard-Henri Lévy.

S'élever contre la diabolisation d'Israël ne doit pas vous empêcher de voir ce qui a fait de Gaza une région de réfugiés désespérés et vous faire nier les effets tragiques du blocus, écrit Gidéon Lévy dans Ha'Aretz.

Cher Bernard-Henri Lévy,

Nous ne nous connaissons malheureusement pas. Nous nous sommes brièvement croisés dans les décombres fumants de Gori pendant la guerre de Géorgie. Vous y avez fait un passage éclair et, comme d'habitude, vous avez attiré l'attention, là comme dans d'autres zones de conflit où vous vous êtes rendu.

J'admire profondément les intellectuels de votre stature, qui se font fort de visiter les champs de bataille et de faire entendre leur voix. Votre tentative de protéger Israël, dont témoignait votre article publié le 8 juin dans Ha'Aretz ("Il est temps de cesser de diaboliser Israël"), a fait plaisir à beaucoup d'Israéliens, qui avaient grand besoin que quelqu'un dise un peu de bien de leur pays, chose rare par les temps qui courent.

Je ne gâcherai pas leur plaisir. Mais, au nom de votre appel à mettre un terme à la désinformation, je souhaiterais attirer votre attention sur des informations qui ont peut-être échappé à votre mémoire. On pourrait se risquer à penser que, dans votre jeune temps, vous auriez été l'un des membres de la flottille. A cette époque, un blocus de plus de quatre ans imposé à 1,5 million d'individus aurait éveillé en vous un impératif moral vous poussant à vous joindre à la contestation. Mais, aujourd'hui, pour vous comme pour la plupart des Israéliens, il n'y a pas de blocus de Gaza. En parler relève pour vous de la "désinformation".

Au fait, puisque vous étiez sur place, pourquoi n'en avez-vous pas profité pour faire un saut à Gaza, à l'instar de votre ami Mario Vargas Llosa, pour voir de vos propres yeux s'il y avait ou non un blocus ? Les médecins de l'hôpital Shifa [à Gaza], par exemple, vous auraient parlé de leurs patients qui décèdent à cause du "non-blocus". Certes, personne ne meurt de faim. Pourtant, l'association Gisha pour la liberté de mouvement a publié cette semaine un rapport expliquant qu'Israël autorise l'importation de 97 produits à Gaza, contre 4 000 avant le siège. Vous n'appellez pas cela un blocus ?

Un grand supermarché israélien propose 10 000 à 15 000 articles ; à Paris, il y en a sûrement plus encore. Pourtant, Gaza n'a droit qu'à 97 produits. S'il est quelqu'un dont on aurait attendu davantage de compréhension à l'égard des besoins gastronomiques, c'est bien le bon vivant raffiné que vous êtes. Vous dites, comme si vous vous faisiez le porte-parole de Tsahal, qu'Israël laisse entrer 100 à 125 camions par jour à Gaza. Une centaine de camions pour 1,5 million de gens : ne s'agit-il pas là d'un "siège impitoyable", comme l'écrivait [Laurent Joffrin dans] le journal Libération, contre lequel vous vous élevez ?

80 % des habitants de Gaza vivent de l'aide humanitaire ; 90 % des usines de Gaza sont fermées ou tournent au ralenti.

Vraiment, Bernard-Henri Lévy, ne sommes-nous pas là face à un blocus ? Ne devrait-on pas s'attendre que, plus que tout autre, un grand intellectuel comme vous sache que les gens, y compris les Gazaouis, ont besoin d'autre chose que de pain et d'eau ? Mais oublions les statistiques car, après tout, les philosophes ne s'encombrent pas de chiffres. Vous écrivez qu'Israël a été accusé "jusqu'à la nausée" d'être responsable de ce blocus – tiens, voilà que maintenant vous parlez de blocus ? –, imposé autant par Israël que par l'Égypte. C'est exact. La participation de l'Égypte est en effet scandaleuse et inexplicable, mais on ne peut juger selon les mêmes critères l'Égypte et Israël. L'occupation de Gaza n'est pas terminée, elle a simplement été levée, pour arranger l'occupant, mais Israël n'en reste pas moins responsable.

La monnaie officielle de Gaza est le shekel, les registres d'état civil sont établis par Israël, qui surveille également toutes les entrées dans la bande de Gaza. Des décennies d'occupation ont rendu Gaza dépendante d'Israël, et Israël ne saurait s'en défaire par un simple "désengagement".

Mais cessons de parler du blocus, que vous le niez ou que vous le justifiez. Comment pouvez-vous ignorer le contexte ? Depuis quarante-trois ans, des millions d'individus – dont certains auraient pu espérer devenir Bernard-Henri Lévy, au lieu de perdre leur vie à se battre pour survivre – connaissent une situation d'occupation et de désespoir. Quelles chances un jeune Palestinien a-t-il de faire quelque chose de sa vie ? Regardez les photos des Gazaouis qui se pressent au poste-frontière de

Rafah et observez l'expression imprimée sur leur visage.

Le concept de liberté ne vous est certainement pas étranger. Vous ne pouvez reprocher l'occupation à personne d'autre qu'à nous, les Israéliens. Il y a beaucoup d'excuses pour cette occupation, mais aucune ne change quoi que ce soit à l'ultime réalité : Israël est une puissance occupante. C'est la racine de tous les maux et c'est ce que vous avez dissimulé. Vous n'en dites pas un mot. Israël avait peut-être le droit d'empêcher des armes de pénétrer à Gaza, mais vous n'avez pas le droit d'ignorer ce qui a fait de Gaza une région de réfugiés désespérés.

Vous avez raison, Bernard-Henri, de souligner que le monde est plus exigeant envers Israël qu'envers des dictatures. Ce n'est pas la "confusion d'une époque", comme vous le dites, mais une époque nouvelle (et juste) dans laquelle le monde exige qu'en tant que démocratie Israël paie le prix de sa conduite.

Alors, diabolisation ?

Possible, mais la façon de la combattre est de faire le siège de son arsenal. Sans le blocus de Gaza, sans l'occupation, il n'y aurait aucune raison de diaboliser Israël. Est-ce trop attendre de vous, naguère la voix de la conscience, que vous compreniez cela ?

<http://www.courrierinternational.com:80/article/2010/06/17/lettre-ouverte-a-bernard-henri-levy>

2-5 Suma Baroud : Message d'une mère de Gaza : nous étreignons l'espoir.

Sans l'espoir, il n'y aurait plus que le bruit des bombes, la poussière des décombres, et des images d'horreur et de douleur. Nous méritons mieux que cela, et nous ne cesserons notre combat que lorsque notre terre et notre peuple seront libres.

Ce texte est une version révisée et traduite d'un discours initialement prévu pour être prononcé lors d'une initiative de l'UNRWA à Gaza, mais qui a été refusé par l'organisateur des Nations-Unies comme étant « trop politique ».

Le siège israélien sur Gaza, qui avait pour objectif de nous affaiblir, nous a rendu en réalité plus forts. Il devait briser notre volonté, il a renforcé notre détermination. Il voulait nous humilier, mais il nous a rendus encore plus fiers.

En fait, la bêtise d'Israël et son arrogance même ont tonifié notre cause dans la conscience du monde, comme si la Nakba (la Catastrophe de 1947-48) était arrivée tout juste hier. La fatuité d'Israël a aveuglé ses dirigeants qui ne savent lire notre histoire et en tirer des leçons ; car s'ils l'avaient lue, ils y auraient découvert la simple vérité : 62 ans ont passé depuis la Nakba, et pourtant, chaque jour, notre détermination grandit d'un jour nouveau de résistance, comme grandit la solidarité que nous avons recueillie partout dans le monde.

C'est une erreur de dire que la bande de Gaza subit un siège depuis près de quatre ans, pour un siège prolongé qui est imposé sur Gaza - sur la Palestine - depuis 62 ans. Pourtant, nous avons survécu et grandi toujours plus déterminés, d'autant plus que nos amis et partisans se sont levés et continuent de se tenir à nos côtés. Grâce à leur solidarité, notre sumud (notre ténacité) n'a pas faibli pendant des générations.

Ici, à Gaza, nous avons été encouragés par des millions de personnes dans le monde qui sont descendues dans la rue pour nous soutenir et protester devant la brutalité de nos bourreaux. Des personnes, des communautés entières, des ONG et de nombreuses universités se sont déclarées opposées à une guerre gratuite contre une population largement sans défense. De quelle plus grande preuve aurions-nous besoin que ces milliers de militants, de toutes nationalités, ethnies, confessions et origines, qui traversent les mers et les continents pour venir à notre secours ? Certains d'entre eux ont été assassinés, dans la violence, ayant la conviction que le siège doit être levé et la Palestine libre

Nos cœurs saignent et nos yeux pleurent pour ceux qui ont été tués en haute mer et qui, jamais plus, ne rallieront le sol de la Palestine. Ils ont touché nos cœurs et nos âmes et ils vivront dans notre mémoire, à jamais.

Ma fille fut l'une des rares enfants très chanceuses qui réussirent à voler un moment de paix et à rompre ce siège injuste, même si ce ne fut que pour bien peu de semaines. Grâce au Centre Carter pour les droits humains (de l'ancien président états-unien Jimmy Carter), mon enfant, avec quelques autres, a pu franchir les frontières de l'oppression et de l'inhumanité pour un monde qu'elle savait exister, mais qu'elle n'avait jamais eu la chance de voir.

Mais en visitant les nombreux sites magnifiques des Etats-Unis, ces enfants emportaient avec eux les images de corps déchiquetés, de maisons explosées, d'arbres déracinés ; des nouveaux camps de réfugiés érigés par les anciens camps de réfugiés. Elles ont été privées de leur enfance, d'un moment serein dans un parc de Gaza, d'une marche sans fin sur la plage de Gaza. Combien il est injuste que ces enfants puissent vivre leur vie entière en devant simplement se rappeler ces deux semaines passées aux USA, comme le plaisir d'une vie qu'elles ne pourront jamais revivre, plus jamais. Et que dire des centaines de milliers d'autres enfants qui ne pourront même pas profiter de ce répit temporaire ?

Mais je dois dire que lorsque mon enfant est revenue des Etats-Unis et qu'elle a commencé à raconter ses aventures, nous avons tous vécu un moment de liberté. La gentillesse dans la voix de ceux qu'elle rencontrait, et les maintes et maintes fois où lui fut rappelé que la Palestine est dans leurs cœurs, les mots ne suffirent pour l'exprimer. C'est comme cela que nous savons que nous ne sommes pas seuls.

Quel merveilleux moment ce fut pour ma fille quand elle rencontra la famille de Rachel Corrie, cette jeune fille états-unienne de 20 ans qui est morte pour Gaza.

Mais alors que ma fille allait revenir, j'étais inquiète. Je craignais qu'elle fasse à son retour des comparaisons entre la liberté infinie de l'Amérique et la prison à ciel ouvert de Gaza, et qu'elle ne se sentît écrasée. Mais je suis si heureuse et si fière que ma fille, Dalal, soit revenue en amenant en elle toute la détermination du monde,

une obstination pour le droit de Gaza à vivre dans la même liberté que l'Amérique ; si fière de son identité palestinienne, de ses racines, de sa foie et de son histoire. L'Amérique a donné à ma fille davantage d'espoir, a élargi son horizon et son imagination, mais Palestinienne inflexible de Gaza elle reste.

Merci à l'UNRWA, et surtout à vous Mr John Ging, pour son dévouement pour Gaza, et à vous tous qui continuez de vous tenir à nos côtés durant ces temps difficiles. Un jour, Gaza et la Palestine seront libres, et je n'aurai que des images heureuses et des mots de bonheur à vous transmettre. Jusqu'à ce que ce jour arrive, nous nous tiendrons ici, aux yeux du monde, exigeant notre humanité, nos droits, notre liberté ; nous continuerons d'êtreindre l'espoir parce que sans lui, il n'y aurait plus que le bruit des bombes, la poussière des décombres, et des images d'horreur et de douleur. Nous méritons mieux que cela, et nous ne cesserons notre combat que lorsque notre terre et notre peuple seront libres.

[Suma Baroud](#)

Mme Suma Baroud est médecin à Gaza et mère de six enfants. Elle est la sœur de l'écrivain, Ramzy Baroud.

23 Juin

Source: [Info Palestine](#)

2-6 Kara Newhouse : Une veuve pleure, une armée ment.

"La semaine dernière, Palestine Monitor relatait comment la police israélienne a abattu Ziad Jilani, habitant de Shu'fat de 39 ans, dans le quartier Wadi Joz de Jérusalem-Est.

À présent, sa veuve, citoyenne américaine, se penche sur la vie et la mort de son mari ainsi que sur le chemin qu'il lui a fait parcourir"

Une veuve pleure, une armée ment

Moira Jilani se rappelle précisément ce qu'elle a vécu, "J'étais heureuse ce jour-là. Nous allions sortir faire la fête, parce que les enfants avaient terminé les examens la veille", me dit-elle dans la maison son beau-frère, chez qui elle passe ses journées depuis la mort de Ziad, le 11 juin. "Nous étions en train de faire du ménage et de nous débarrasser des vêtements d'hiver. Nous avons mis la musique fort, les filles dansaient. Nous étions prêtes à partir."

"Quand Aya [sa nièce] est venue frapper à la porte, elle pleurait, elle avait tout le visage inondé de larmes. Elle a dit : 'Ma maman te demande. Viens tout de suite'. J'ai dit : 'Aya, Aya, c'est Ziad ?'. Elle n'a rien dit. Elle n'a pas rien pu dire. J'ai su qu'il était mort."

Moira n'est au bord des larmes qu'une seule fois au cours de notre entrevue de trois heures.

La plupart du temps, la colère l'emportant sur l'émotion, elle parle d'une voix métallique de l'assassinat de Ziad et de l'injustice qu'il représente d'une façon plus générale. "Un soldat a abattu un gars aujourd'hui. Quelles sont les autres nouvelles ? C'est comme ça que tout le monde entier voit ça", dit-elle. "Tous les jours, on entend quelque chose du genre, mais cette fois, ça ne va pas passer inaperçu. Mon mari, il a été tué brutalement. Si vous entendiez dire que quelqu'un a fait ça à un chien, vous pleureriez. Mais entendre qu'on l'a fait à un être humain...". Sa voix se brise.

Les sœurs de Jilani ont qualifié la mort de leur frère d'inutile, en soulignant que s'il avait commis un crime, la police aurait dû l'arrêter et mener une enquête. À la place, les agents lui ont tiré dans la tête à bout portant alors qu'il était à terre, déjà blessé par balles. Au départ, Haaretz a présenté ce meurtre comme la conséquence d'une "attaque terroriste présumée" et dit que Jilani avait apparemment heurté trois agents de la police des frontières avec son camion, mais l'article de mercredi d'Amira Hass énumère d'autres explications possibles de l'incident : alors que la circulation était intense et que des piétons revenaient de la prière du vendredi, des témoins ont signalé avoir vu des gens jeter des pierres sur les agents de police. Selon certains, ces pierres ont atteint la voiture de Jilani et lui ont fait faire une embardée. Des milliers de Palestiniens ont afflué dans le quartier de Shu'fat, où habitait Jilani, dans les deux jours qui ont suivi sa mort. Jilani n'appartenait à aucun mouvement politique, mais il a été prestement étiqueté "Shaheed (martyr) Ziad Jilani." sur les affiches.

"En anglais, quand les gens pensent 'martyr', ils se disent 'il est allé à la guerre, il est devenu martyr' ", dit Moira. "Non. Il n'est pas allé à la guerre. Il est mort d'une mort islamique, sans armes. Il n'avait même pas un crayon pour se défendre. Par ici, un crayon est considéré comme une arme."

"Par ici" est bien loin des pays d'origine de Moira, les USA et la Barbade. Elle a rencontré Ziad au Texas au début des années 1990, alors qu'elle dirigeait une pizzeria de la chaîne Sbarro. Il faisait des études à l'université Texas A&M. "Nous avons été inséparables depuis le jour où nous nous sommes rencontrés", dit-elle. "Mon mari était que le genre d'homme qu'on a envie de connaître rien qu'en le voyant. Ses yeux racontaient une histoire. Pour moi, ils dansaient."

Six mois après avoir épousé Ziad, Moira était enceinte et est allée pour la première fois en Palestine pour le mariage de son beau-frère. 'J'étais très hésitante quand nous sommes arrivés ici, parce que jusque là, tout ce que j'avais vu dans la presse, c'était que les Palestiniens jetaient des pierres et ce genre de choses — j'étais très influencée par la propagande", dit-elle.

Elle est vite tombée amoureuse de la patrie de son mari, et le couple a décidé de rester à Shu'fat. "Je ne parlais pas un mot d'arabe, mais j'ai le bonheur d'avoir une merveilleuse famille autour de moi.", explique Moira. "Mes enfants ont tellement d'oncles, tellement de tantes, tellement de cousins. Ils se voient tous les jours, ils passent les voir. Ce n'est pas comme la vie en Amérique où ce sont juste des amis [que voient les enfants]. Je n'avais jamais vécu le bonheur d'avoir une famille si nombreuse et aimante. C'était merveilleux."

Depuis la mort de Ziad, cette très grande famille et la petite habitation qu'elle occupe ont pris encore plus d'importance. La veille [de notre entrevue], Moira a trouvé sa deuxième fille, Mirage, en train de pleurer sur des photos de son père. L'adolescente a dit à sa mère qu'elle avait peur d'oublier son père. Moira a répondu : "Déjà ? Il vient de mourir. Ne t'en fais pas, personne ici ne te laissera oublier ton père".

La famille sourit en racontant ses voyages à Jéricho, quand Ziad emmenait ses filles et leurs cousins conduire son camion sur une route déserte. "Nous allions y faire des barbecues avec toute la famille. Tous les enfants voulaient venir rien que pour qu'il les fasse conduire — même les voisins", raconte Moira.

L'entrée de Moira dans la famille Jilani a changé sa façon de voir le monde bien avant qu'un policier israélien ne tue son mari. Elle raconte comment elle a réagi devant le traitement discriminatoire qu'a reçu Ziad à l'aéroport Ben Gurion la première fois qu'ils sont venus dans sa patrie occupée : "J'ai été choquée. J'avais parcouru le monde, mais jamais avec un Palestinien. Ça m'a ouvert les yeux".

Moira revient plusieurs fois sur l'oppression israélienne des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza ainsi qu'à Jérusalem-Est, et Moira jure de ne pas laisser la mort de son mari passer aux pertes et profits. "Je dirai à qui veut l'entendre que ses impôts servent à payer les balles qui ont traversé la tête de mon mari. Qu'ils servent à payer pour que les avions aillent bombarder Gaza."

Les autorités israéliennes ont dit à Moira qu'elles mènent une enquête interne sur la mort de son mari. Mardi, elles ont confisqué l'ordinateur portable de son mari. On ne lui a pas remis de rapports médicaux sur son mari, et on ne lui a pas dit où se trouve son véhicule, qui contient peut-être des preuves confirmant les témoignages selon lesquels des pierres l'ont empêché de conduire normalement. Moira, dit-elle, a engagé des poursuites judiciaires sur la mort de son mari. Elle refuse d'entrer dans les détails mais affirme qu'elle n'acceptera pas de règlement à l'amiable. Ce combat continuera à définir sa vie.

"C'est la patrie de mes enfants. Elles devraient pouvoir y vivre en liberté. J'aime tant ce pays que je suis prête à y rester et faire le sacrifice d'une vie facile. Mon mari, hamdi'llillah (dieu merci), le chemin qu'il m'a fait parcourir... j'adore ce chemin. Je n'imaginai tout simplement pas qu'il allait prendre fin si vite.

(Kara Newhouse, Palestine Monitor)

Traduction : M.C.

publié le samedi 26 juin 2010.

<http://www.palestinemonitor.org/spip/spip.php?article1457>

2-7 Rami Almeghari : La situation à Gaza : frustration et détermination.

A quelques kilomètres de l'endroit où l'armée israélienne a attaqué la côte de Gaza, une coalition de 27 organisations féminines ont tenu une fête pour célébrer la Journée internationale des Femmes. Organisé par le Centre des Affaires des Femmes basé à Gaza ville, l'événement, intitulé "Les femmes de Gaza bravent le siège israélien", a eu lieu à l'Hôtel de la Plage, au bord de l'eau.

La salle qui surplombe la côte est pleine de douzaines de participantes et de plusieurs stands qui vendent divers produits. Une femme vend des robes traditionnelles, alors qu'une autre propose des plats palestiniens qu'elle a préparés, et une autre offre des accessoires et articles ménagers faits maison.

Reem Elneerab, organisatrice de l'exposition, dit que le festival d'aujourd'hui est "exceptionnel parce qu'il a lieu pendant un siège étouffant", imposé par Israël depuis juin 2007. "L'exposition veut exprimer le message de ténacité des femmes de Gaza qui, en dépit du bouclage et des mesures d'Israël, font preuve de plus de créativité et de capacité à tenir", explique-t-elle.

Donya Al-Amal Ismail, journaliste locale qui participe à la fête, croit qu'une telle manifestation "aide les femmes à exprimer leur talent et leur créativité d'une façon qui montre un aspect important de la société palestinienne à Gaza, en dépit de la souffrance sans fin de la population". Elle ajoute que l'exposition a dû faire face à de nombreux problèmes cette année, dont "le manque de matières premières et l'incapacité des gens à faire des achats dans ces temps si difficiles."

Les sentiments d'Ismail trouvent un écho à la Zakher, Société des femmes pour l'artisanat et les textiles, qui tient un stand. Reem Al-Haddad dit qu'elle a installé ses produits dès les premières heures du matin, mais que les visiteurs regardent, mais n'achètent pas.

Elle sourit et explique que "quand je regarde dans les yeux de mes clients, je comprends qu'ils voudraient acheter, mais qu'ils ne peuvent pas se le permettre. La situation affecte leur capacité à faire des achats."

Après que le Hamas ait pris le contrôle de Gaza en juin dernier, Israël a imposé un blocus économique très dur sur la région côtière. Selon l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les Réfugiés palestiniens, plus de 80% des 1,5 million d'habitants de Gaza dépendent entièrement de l'aide fournie par l'organisation.

Comme l'observe Mme Al-Haddad, beaucoup de Palestiniens veulent participer à des événements comme la fête de la Journée des Femmes et acheter quelques objets artisanaux, cependant, elles n'ont pas l'argent pour les acheter. A cause du siège, même l'achat de produits de base comme le pain est devenu difficile.

Aujourd'hui, les industries de Gaza ont été obligées de fermer, à cause du manque de matières premières et de la fermeture des frontières par Israël, laissant plus de 70.000 travailleurs sans emploi.

Près des stands de produits artisanaux et de nourriture, la section locale du Comité pour Briser le Siège organise une procession funéraire symbolique pour les usines de Gaza. La procession a attiré des centaines d'hommes, qui ont marché à travers le quartier Kateeba, à Gaza ville.

Voilà la situation à Gaza aujourd'hui : au milieu du siège et des attaques continues israéliennes, les Palestiniens ressentent un mélange de frustration et de détermination à continuer à vivre leurs vies.

Rami Almeghari

Source : [MEMC](#)

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Boycott

1 Des intellectuels israéliens appellent au boycott d'Israël

Un groupe d'intellectuels juifs israéliens a œuvré à élargir la campagne mondiale de boycott d'Israël, en vue de l'amener à changer sa politique envers les Palestiniens, à arrêter toutes les formes d'oppression et de persécution à leur rencontre, et à conclure la paix avec eux.

Matan Cohen, chef de file de la campagne mondiale de boycott des universités israéliennes, a déclaré "qu'il existe près de 100 organisations dans le monde qu'il a réussies, avec ses compagnons, à mobiliser afin de boycotter les universités israéliennes". Cette campagne rencontre un franc succès particulièrement aux Etats-Unis. Pour Matan Cohen, "les crimes de guerre commis par les gouvernements israéliens contre les Palestiniens nécessitent une forte dissuasion de par le monde, et il n'y a pas mieux qu'une action israélienne déclarée pour les combattre". Et de poursuivre : "le ministre israélien qui contribue aux crimes de guerre est illégitime. Et l'université qui entretient des relations normales avec Israël est, elle aussi, illégitime". Un autre groupe d'intellectuels israéliens agit à travers Internet pour convaincre des groupes musicaux occidentaux de ne pas se produire dans des concerts en Israël. Au cours des dernières semaines, trois groupes ont été persuadés d'y annuler leurs présentations. Un maître de conférences de mathématiques, et l'un des instigateurs de la campagne, a souligné : "nous nous sommes adressés à ces groupes à travers Facebook, en nous présentant comme des militants des droits de l'Homme en Israël ; nous les avons interrogés, comment ils acceptent de venir chanter en Israël à l'heure où l'armée israélienne commet des crimes contre les Palestiniens, et ceux qui les soutiennent".

Un autre professeur israélien de mathématiques, membre de cette campagne, a souligné "qu'Israël a prouvé qu'il se plie facilement aux pressions internationales. C'est pour cela, qu'on essaie de mobiliser le monde contre les crimes israéliens jusqu'à ce qu'ils s'arrêtent, et nous avons, pour ce faire, des soutiens de par le monde". Selon les membres de la campagne, "il y a des actions qui sont menées, sans être ébruitées dans les médias, comme celle des hommes d'affaires israéliens ou d'hommes politiques qui ont fait l'objet d'un traitement humiliant à l'étranger, ou le boycott des marchandises des colonies qui a commencé en Israël, et s'est répandu, a posteriori, en Europe".

Un Juif britannique, professeur de son état, a suscité un grand bruit en Israël, à travers des actions analogues. Interrogé sur ses actions à travers lesquelles il cherche à prouver qu'Israël a commis des crimes de guerre pendant la dernière guerre contre Gaza, il a répondu "qu'il s'agit là d'une forme de défense d'Israël qu'il aime", en ajoutant : "moi, je veux sauver Israël de ses dirigeants. Ces derniers montrent Israël comme un Etat de guerre qui ne connaît pas la morale, ni les valeurs. Un Etat qui nuit à ses voisins et est responsable d'effusions de sang. Ces caractéristiques ont accompagné par le passé le régime d'apartheid jusqu'à sa chute. Israël ne changera pas sa politique, sauf s'il constate que le monde entier se dresse contre lui, et est prêt à lui faire subir des pressions économiques". Et de poursuivre : "Si l'on est rassuré que cette action n'inspire pas inquiétude, et qu'elle ne concerne que quelques centaines d'individus, notre assurance n'est pas à sa place. Le boycott d'Israël prend une ampleur inquiétante. Soit, vous sortez dans la rue contre le gouvernement pour en préparer la chute, soit vous supportez les conséquences de la politique de boycott".

aawsat.com -
15/06/2010

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/des-intellectuels-israeliens-appellent-au-boycott-disrael/id-menu-957.html>

2 Stephane Hessel : "Les citoyens du monde doivent réagir là où les gouvernements ont échoué".

"Les citoyens du monde doivent réagir là où les gouvernements ont échoué" :

Article de Stephane Hessel, 95 ans, survivant de l'Holocauste, militant des droits de l'Homme, diplomate.

"L'attaque illégale et immorale d'Israël contre le convoi d'aide humanitaire de la Flottille de la Liberté, qui a fait au moins neuf morts et des dizaines de blessés, a, à juste titre, stupéfié le monde. Le convoi entièrement civil de 6 bateaux transportait plus de 10 000 tonnes d'aide humanitaire cruellement nécessaire, et près de 700 citoyens de 40 pays. La Flottille était une tentative ambitieuse de briser le siège imposé par Israël depuis 2007 à 1,5 million de Palestiniens de la bande de Gaza occupée. Avec à son bord d'éminents parlementaires, chefs religieux, écrivains, journalistes, un Prix Nobel de la Paix et un survivant de l'Holocauste, le convoi humanitaire visait non seulement à fournir des secours à Gaza ; il cherchait à attirer l'attention internationale sur la crise humanitaire imposée aux habitants de Gaza et sur l'impératif d'y mettre fin. Il est indéniable que ce dernier objectif a réussi, mais avec des conséquences tragiques.

L'attaque israélienne contre le convoi d'aide non armé dans les eaux internationales a été « une violation [flagrante] du droit international humanitaire, du droit international maritime, et [selon la plupart des interprétations] du droit pénal international », pour reprendre les mots de Richard Falk, professeur de droit international et rapporteur spécial des Nations Unies sur les Droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés. Il est triste de constater que les gouvernements du monde sont devenus depuis trop longtemps complices ou apathiques envers les crimes d'Israël et ont renforcé sa culture de l'impunité, sous le bouclier de soutien incontestable des États-Unis. Malgré sa condamnation initiale, le gouvernement des États-Unis a fait pression sur les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, à nouveau, pour adopter un langage ambigu qui allège Israël de toute responsabilité et renvoie dos à dos l'agresseur et la victime.

Typiquement, le gouvernement israélien a accusé les victimes de son raid d'avoir attaqué les soldats israéliens, prônant la « légitime défense ». L'éminent expert juridique et directeur du Centre de droit international de Sydney à l'Université de Droit de Sydney, le professeur Ben Saul, réfute carrément l'affirmation d'Israël en argumentant : « Juridiquement parlant, les forces militaires gouvernementales qui arraisonnent un bateau pour le capturer illégalement ne sont pas traitées différemment d'autres criminels. Le droit à la légitime défense dans de telles circonstances est du côté des passagers à bord : une personne a légalement le droit de résister à sa propre capture, enlèvement et détention illégaux. » Il ajoute que « si les forces israéliennes ont tué des gens, ils n'ont pas seulement enfreint le droit humain à la vie, mais ils peuvent aussi avoir commis de graves crimes internationaux. Selon l'article 3 de la Convention de Rome pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime de 1988, c'est un crime international, pour toute personne, de saisir ou d'exercer un contrôle sur un navire par la force, et c'est aussi un crime de blesser ou tuer une personne dans le processus. »

Malgré la déclaration du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon appelant à mettre fin au siège illégal de Gaza par Israël, le Conseil de sécurité n'a pas réussi à appeler à la fin inconditionnelle du blocus, autorisant ainsi Israël à commettre en toute impunité de graves crimes de guerre, également bien documentés dans le rapport Goldstone des Nations Unies.

L'absence d'action significative de la part des gouvernements pour rendre Israël responsable devant le droit international laisse ouverte une voie pour les citoyens de conscience : celle de prendre eux-mêmes cette responsabilité, comme cela a été fait contre l'apartheid en Afrique du Sud. Les initiatives non-violentes menées par les citoyens, dont la Flottille et les multiples campagnes de boycott et de désinvestissement dans le monde entier sont des exemples, présentent la façon la plus prometteuse de surmonter l'échec des gouvernements du monde à résister à l'intransigeance et au comportement débridé d'Israël. En attaquant de façon flagrante le bateau humanitaire, Israël a provoqué par inadvertance une prise de conscience et une condamnation sans précédent non seulement de son siège fatal de la bande de Gaza, mais aussi du contexte plus large des pratiques de l'occupation israélienne dans les Territoires palestiniens, de sa négation des droits des réfugiés palestiniens et de sa politique d'apartheid contre les citoyens indigènes « non-juifs » d'Israël.

La Flottille de la Liberté rappelle le genre d'initiatives de solidarité de la société civile qui a mis fin aux lois de ségrégation aux États-Unis et à l'apartheid en Afrique du Sud, une analogie impossible à ignorer. Comme pour le régime d'apartheid en Afrique du Sud, la réaction d'Israël a été de qualifier cet acte non-violent de « provocation intentionnelle ». Comme dans le cas de l'Afrique du Sud, l'appel à la solidarité internationale, sous forme de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) provenait d'une écrasante majorité de syndicats et d'organisations de la société civile palestinienne en 2005, et est en train d'être adopté par des citoyens de conscience et des mouvements sociaux du monde entier. L'initiative BDS appelle à isoler efficacement Israël, ses institutions complices économiques, universitaires et culturelles, ainsi que les entreprises qui profitent de ses violations des droits de l'Homme et de ses politiques illégales, aussi longtemps que ces politiques continueront.

Je crois que l'initiative BDS est une stratégie morale qui a démontré son potentiel de réussite. Plus récemment, la Deutsche Bank allemande a été la dernière de plusieurs institutions financières et grands fonds de pension européens à se désinvestir du fabricant d'armes israélien Elbit Systems. La semaine dernière, deux chaînes majeures de supermarchés italiennes ont annoncé un boycott des produits provenant des colonies illégales israéliennes. Le mois dernier, les artistes Elvis Costello et Gil Scott-Heron ont annulé leurs représentations en Israël. Inspirée de la lutte populaire anti-apartheid sud-africaine, la génération actuelle d'étudiants dans les campus universitaires appelle activement leurs administrations à adopter des politiques de désinvestissement.

Je soutiens les mots sincères de l'écrivain écossais Iain Banks qui, en réaction à l'attaque atroce d'Israël de la Flottille de la Liberté, a suggéré que la meilleure façon pour les artistes, écrivains et universitaires internationaux de « convaincre Israël de sa dégradation morale et de son isolement éthique » est « tout simplement de ne plus rien avoir à faire avec ce gouvernement criminel. »

Stéphane Hessel

*Stéphane Frédéric Hessel est un diplomate, ancien ambassadeur, résistant français et agent du BCRA. Né en Allemagne, il obtint la nationalité française en 1937. Il a participé à la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

(Publié par le Huffington Post).

(Publié en anglais sur http://www.huffingtonpost.com/stephane-frederic-hessel/gaza-flotilla-global-citi_b_612865.html).

CAPJPO-EuroPalestine

Publié le 16-06-2010

<http://www.europalestine.com/spip.php?article5188>

3 Agustín Velloso : Pourquoi boycotter Israël en 2010 ?

L'année 2010 marque le cinquantième anniversaire du début du boycott de l'Afrique du Sud et le cinquième anniversaire du boycott d'Israël. Malgré le temps écoulé et les différences entre les deux cas, l'instauration de l'apartheid en Afrique du Sud, la complicité de la communauté internationale, le soutien d'Israël à l'Afrique du Sud,

la résistance noire et une participation internationale des citoyens conscients au boycott, répondent bien aux questions de ceux qui se demandent pourquoi ils devraient boycotter Israël.

L'expérience du boycott de l'Afrique du Sud contient aussi des leçons intéressantes pour ceux qui sont déjà les partisans du BDS (Boycott-désinvestissement-sanctions), ainsi que des avertissements pour les militants. Cet article d' Agustín Velloso est un exercice de comparaison historique pour mieux comprendre ce qui se passe en Palestine à la lumière de ce qui s'est passé en Afrique du Sud.

L'apartheid en Afrique du Sud et le sionisme en Palestine

En 1948, l'État d'Israël s'est établi en Palestine et le Parti National a pris le pouvoir en Afrique du Sud, qu'il a gardé jusqu'en 1994. Immédiatement après et les années suivantes, les gouvernements des deux pays ont légiféré et agi de manière décisive contre les Palestiniens et les Noirs, en faveur, respectivement, des Juifs et des Afrikaners, Le but ultime du Parti national était de déplacer tous les Sud-Africains noirs dans des zones réservées pour eux, les bantoustans, et de leur accorder un permis pour se déplacer comme «travailleurs invités» sur le territoire réservé aux Afrikaners, environ 87% du pays.

L'objectif ultime du sionisme, incarné en Israël, est que son territoire (dont il n'a jamais défini les frontières) soit exclusivement pour les juifs du monde entier: «L'État d'Israël se considère comme la création du peuple juif tout entier et ses portes sont ouvertes, conformément à ses lois, à tous les Juifs désireux d'immigrer. » Aussi bien les sionistes en Palestine que les Afrikaners en Afrique du Sud représentent une minorité en guerre contre la majorité de leurs habitants. Ils viennent à l'origine de l'étranger pour s'installer au milieu d'une vaste majorité de population autochtone, respectivement arabe et noire, non sans grave dommage pour celle-ci. Logiquement, leur domination ne peut être assurée que par la force des armes et par un système politique illégitime protégé par des lois répugnantes.

Pour les Blancs, les Noirs étaient une main-d'œuvre bon marché à leur service, sujets à tout type de restrictions et de sévices, tenus à s'y conformer sous peine de payer par l'emprisonnement ou même leur vie toute manifestation de protestation et de résistance. Les Palestiniens qui sont devenus contre leur gré des citoyens israéliens en 1948, ont été soumis à la loi martiale au cours des quinze années qui ont suivi (y compris les détentions arbitraires, c'est-à-dire non ordonnées par un juge, les déportations et les couvre-feux), contrairement aux Juifs qui n'étaient pas concernés par cette législation. Des terres appartenant aux Palestiniens ont été confisquées et par la suite destinées exclusivement à des Juifs. Ces populations ont vécu jusqu'à ce jour - et leur situation ne fait qu'empirer – en étant soumis à une large discrimination, légale de la part du gouvernement et de traitement par la majorité de la population juive.

Les Palestiniens vivant en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est quand Israël a occupé ces zones durant la guerre de 1967, sont restés depuis lors sous occupation militaire, soumis en outre à des attaques meurtrières, des déportations, des incarcérations massives, sans oublier le siège de Gaza depuis 2007.

Déshumanisation des Noirs et des Palestiniens

Le lieutenant-colonel Pienaar, qui commandait en mars 1960 la force de police responsable du massacre, à Sharpeville, des Noirs qui manifestaient contre l'apartheid, a déclaré après les événements : «La mentalité des indigènes ne leur permet pas de se réunir pour manifester pacifiquement. Pour eux, se rassembler signifie violence. » Il a également nié « avoir donné l'ordre de tirer » et a ajouté qu'il « l'aurait fait dans une telle situation. »

La déshumanisation de la victime est une composante essentielle de l'apartheid et du sionisme. Les mots par lesquels les dirigeants israéliens définissent les Palestiniens ne laissent aucun doute à ce sujet.

Rafael Eitan, chef de l'armée israélienne: «Quand nous aurons colonisé la terre, tout ce que les Arabes seront capables de faire, ce sera de courir d'un endroit à l'autre comme des cafards drogués dans une bouteille. »

Golda Meir, Premier ministre : «Quelque chose qui s'appelle le peuple palestinien, ça n'existe pas... Ce n'est pas que nous sommes arrivés et les avons jetés dehors, et pris possession de leur pays. Les Palestiniens n'existaient pas.»

Menahem Begin, Premier ministre : (les Palestiniens) « sont des bêtes marchant sur deux jambes. » Les mensonges et la propagande comme politique parallèle à celle des crimes d'État

Israël refuse systématiquement de reconnaître les crimes qu'il commet, et ne peut le faire parce qu'il y a des témoins qu'il ne peut réduire au silence, comme les Palestiniens, ou parce que ces crimes sont d'une envergure énorme, comme l'attaque sur Gaza en décembre 2008. Donc il ment sur ce qui s'est passé et utilise la litanie des roquettes tirées par le Hamas, du droit à la légitime défense, des terroristes présumés qui s'apprêtaient à mener un attentat, et ainsi de suite.

Il le fait parce qu'il sait que l'opinion publique mondiale ne prendra pas la peine d'aller au-delà des gros titres en sa faveur et rares sont ceux qui vont voir les rapports des droits de l'homme des Nations unies, d'Amnesty International, de Human Rights Watch, sans parler des organisations de défense des droits humains des Palestiniens : le Centre palestinien pour les droits de l'homme, Badil, Stop the Wall etc., qui mettent en lumière les graves violations commises par Israël contre les Palestiniens de manière continue.

En Juin 2006, un obus tiré par l'armée israélienne a tué sept Palestiniens d'une même famille, dont cinq enfants, qui passaient la journée à la plage de Gaza. La machine de propagande d'Israël s'est immédiatement mise en route, et le monde a reçu l'information qu'une mine posée par le Hamas avait été la cause de ces morts. Il a fallu que Human Rights Watch envoie sur place un expert militaire, ancien conseiller du Pentagone, Marc Garlasco, pour que quelques médias se fassent l'écho de son rapport : « L'explication de l'armée israélienne est profondément erronée. Parmi les restes il y avait un éclat d'obus sur laquelle était gravé 155MM. Ce type de projectile est utilisé par Israël dans les canons avec lesquels il bombarde régulièrement le nord de Gaza »

Les condamnations non suivies de sanctions de la communauté internationale équivalent à une collusion avec l'État-voyou

□□Le massacre de Sharpeville a provoqué une condamnation mondiale et l'appel à des sanctions. Dans les mois suivants, il y a eu diverses initiatives□ diplomatiques, notamment l'abstention de la France et du Royaume-Uni pour le vote de la résolution du Conseil de sécurité appelant à la fin de l'apartheid (résolution S/4300) et l'opposition du représentant des Etats Unis, qui a critiqué l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud et a déclaré que son pays allait s'y opposer.

□□Pour sa part, l'Assemblée générale, dans sa résolution non contraignante 1761, de 1962, invite ses membres à titre individuel ou collectivement, à rompre leurs relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud conformément à la Charte, ainsi qu'au boycott commercial et autres mesures similaires. En 1963, face à la tendance internationale croissante à punir et à isoler le régime d'apartheid, l'ambassadeur US auprès des Nations unies critique cette position avec l'argument selon lequel elle n'obtiendra pas le résultat souhaité et provoquera l'intransigeance du gouvernement sud-africain. Toutefois, des mesures mineures sont prises sur le commerce des armes, et on discute pour savoir si l'embargo doit faire la distinction entre les armes de répression interne et celles de défense, etc.

□□L'Afrique du Sud ignorera la résolution 276 de 1970 du Conseil de sécurité, soutenue par la Cour internationale de Justice, qui a déclaré illégale l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud. La France et le Royaume-Uni se sont abstenus. En 1976, il y a un nouveau massacre de centaines de Noirs, dont de nombreux enfants, à Soweto. Cela provoque une vague de condamnations internationales et certaines entreprises étrangères commencent à retirer de l'argent du pays.

□□Desmond Tutu s'est rendu fin 1984 aux Etats Unis, où il a critiqué la politique de «dialogue constructif» de ce pays et a déclaré qu'on pourrait mettre fin à l'apartheid «dès demain» avec une politique de fermeté. Pendant ce temps, c'est dans la répression des Noirs que se manifeste la fermeté: le gouvernement décrète l'état d'urgence en 1986 et la police tue des centaines de manifestants tout au long de l'année.

□□Israël reçoit, dans le pire des cas, les condamnations pour des actes similaires et plus cruels. Toutefois, ce n'est pas par la rhétorique des présidents, de ministres des Affaires étrangères et secrétaires généraux de l'ONU que la justice pourra être servie, mais avec l'application rigoureuse de la loi, en cas de violations graves des droits de l'homme. En Palestine, il n'y a pas de justice, mais la communauté internationale s'attend à ce qu'il y ait la paix sans travailler pour établir ce préalable qu'est la justice.

□□La réponse de l'État-voyou aux protestations : la répression sans limites

□□En 1977, le chef du Mouvement de la Conscience noire, Stephen Biko, a été assassiné en garde à vue. Immédiatement, le gouvernement a arrêté d'autres dirigeants pour éviter les manifestations de rue.

□□La liste des dirigeants palestiniens assassinés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine est longue et celle des prisonniers est incroyable : environ 10.000. Détenus pendant des années, sans procès dans de nombreux cas - ce qui est connu comme détention administrative -, torturés, sans aucun droit aux visites familiales, dans des conditions abjectes.

□□Personne n'est en sécurité avec un État-voyou comme Israël, ni les militants ni les Palestiniens étrangers à la résistance. Ni bien sûr les enfants qui ont le malheur de vivre dans une zone habitée par un membre de la résistance ou passant dans une rue où se déroule un « assassinat ciblé ». En Juillet 2002, un missile israélien a tué le dirigeant du Hamas Salah Schéhadé, sa femme, ses enfants et plusieurs voisins. En 2009, une plainte pénale déposée en Espagne contre les auteurs, - qui, évidemment, n'ont été jugés ni en Israël ni ailleurs -, sur laquelle la justice espagnole s'est déclarée incompétente.

□□Israël a utilisé les plus sévères formes de répression contre toutes les formes de résistance, et pas seulement celle armée, comme veut le faire croire la propagande sioniste (omettant qu'elle est légitime contre une occupation militaire et en retour la qualifie de «terroristes»), mais contre tous les Palestiniens.

□□Le chiffre de quatre cents enfants tués par l'une des armées les plus puissantes du monde lors de l'attaque de Gaza en un mois, entre 2008 et 2009, donne une idée claire de ce qu'est le terrorisme. Celui-ci est pratiqué chaque jour des années par Israël et le «dès demain» de Tutu semble hors d'atteinte pour ceux qui sont encore en vie.

□□Les villages de Bi' lin et Ni' lin en Cisjordanie, internationalement connus pour leurs manifestations pacifiques et leur «résistance non-violente à l'occupation» contre le mur de séparation, ont enregistré des centaines de blessés, autant de personnes arrêtées et une douzaine de morts, des mains de l'armée la plus «morale du monde» et de ses tireurs d'élite, respectivement.

□□Grâce à la complicité internationale, Israël et l'Afrique du Sud se moquent de l'embargo

□□En 1977, la Résolution 418 du Conseil de sécurité déclare le commerce des armes avec l'Afrique du Sud «une menace à la paix» et adopte un embargo obligatoire sur celles-ci. Il convient de noter que l'apartheid n'est pas déclaré une menace à la paix, ce qui est surprenant, d'autant plus qu'il avait été en vigueur depuis 1948, soit 30 ans et que l'Afrique du Sud avait attaqué militairement les pays voisins.

□□Néanmoins, le pire est que l'embargo a été une farce, en grande partie parce que le Conseil de sécurité a créé un comité de sanctions, mais sans lui donner un système de contrôle. On a peine à croire que ce manquement était involontaire de la part de politiques au statut et à l'expérience en rapport avec leurs fonctions au Conseil de sécurité.□

□□Selon le rapport des experts de l'ONU sur l'embargo et les sanctions de 1999, « il est évident que les armes ont continué à arriver en Afrique du Sud ». La conclusion des experts est que «l'embargo sur les armes n'a pas réussi à affaiblir la capacité militaire de l'Afrique du Sud. Au contraire, le régime raciste a réussi à augmenter sa production interne d'armes. Il y a eu de nombreuses informations sur des échanges secrets d'armes avec d'autres pays et sur le fait que l'embargo n'est pas universellement respecté ».

□□Israël a joué le rôle le plus important dans cette violation de l'embargo. Les échanges politiques et militaires entre les deux pays ne pouvaient pas être plus étroits, y compris les relations avec des dirigeants sud-africains qui étaient des nazis et le développement commun de technologies et d'armements nucléaires.

□□Le Premier ministre Rabin a reçu à Jérusalem en 1976 le Premier ministre d'Afrique du Sud Vorster, qui avaient été internés dans un camp de concentration britannique comme nazi et avait envoyé son armée envahir l'Angola. Lors du dîner de gala Rabin a porté un toast à « l'idéal commun de justice et de coexistence pacifique ». Vorster a répondu en déclarant qu'«Israël et l'Afrique du Sud sont victimes des ennemis de la civilisation occidentale».□

□ Les mensonges des gouvernants n'ont pas changé, ni les relations internationales injustes. On peut consulter l'article intéressant (dont la citation ci-dessus est extraite et qui présente de manière brève et précise le cœur du problème, également exposé dans plusieurs livres) : "Frères d'armes: pacte secret d'Israël avec Pretoria", de Chris McGreal, publié par The Guardian le 7 Février 2006. □ □ □ Les Etats Unis, champions des États voyous et criminels □ □ Loin des réunions bilatérales à Jérusalem, l'Assemblée générale reste confrontée au Conseil de sécurité en raison de l'apartheid. Le droit de veto antidémocratique des cinq membres permanents provoque l'enlèvement des décisions de la majorité. Celle-ci a adopté en 1977 une recommandation d'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, mais une fois encore les Etats Unis, la Grande-Bretagne, la France et d'autres pays puissants se sont abstenus.

□ □ En 1981, avec l'arrivée de Reagan à la présidence américaine, le Département d'État annonce une politique de « dialogue constructif avec l'Afrique du Sud », une politique étrangère qui rappelle immédiatement celle de l'Espagne d'aujourd'hui. En réalité, cela signifiait alors un soutien à l'Afrique du Sud, comme aujourd'hui, on soutient Israël. Obama a dit la même chose au président du Liban lors de la visite de ce dernier à Washington en décembre 2009, se référant à la paix dans la région: « Ce que nous partageons est un engagement à résoudre ces problèmes par le dialogue et la négociation plutôt que par violence. »

□ □ □ Les Etats Unis étaient même prêts à aller plus loin. Dans la même année 1981, ils ont rompu avec l'exigence commune de leurs alliés - Grande-Bretagne, France, Allemagne et Canada – envers l'Afrique du Sud de mettre en œuvre le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie et le lien au retrait des troupes cubaines d'Angola . Dans les années suivantes les deux puissances mondiales, les Etats Unis et l'Union soviétique, s'affrontent par pays d'Afrique australe interposés, qui reçoivent des fournitures d'armes des uns et des autres.

□ □ Israël est depuis de nombreuses années le principal destinataire de l'aide militaire américaine. Une fois disparue l'Union soviétique, les Etats Unis, devenus désormais fournisseur universel, ont signé en août 2007 un accord avec Israël lui accordant une aide militaire de 30 milliards de dollars pour les dix prochaines années. Le même fournisseur prévoyait un autre accord militaire avec ses alliés arabes (Égypte et Arabie Saoudite) de 20 milliards.

□ □ Selon le [New York Times](#), des fonctionnaires du département d'État ont qualifié cette aide d' "un investissement à long terme dans la paix." □

□ On peut apprécier le véritable engagement américain en faveur de la paix au Moyen-Orient aujourd'hui, comme on le voyait en Afrique du Sud hier, à l'occasion de la dernière agression israélienne contre le Liban en 2006. En juillet de cette année-là, les Etats Unis ont bloqué une condamnation d'Israël par l'ONU et ont été le seul des quinze pays membres du Conseil de sécurité à bloquer la demande libanaise d'appel au cessez-le-feu et toute autre mesure relative à une cessation de l'attaque israélienne contre le Liban. En août 2006, ils ont intensifié l'envoi d'armes sophistiquées à Israël du type utilisé dans ses attaques aériennes, en particulier les bombes à guidage laser et par satellite, tout en multipliant les déclarations de sa secrétaire d'État Condoleezza Rice et de l'ambassadeur à l'ONU, Bolton du genre « le droit d'Israël à se défendre », « la cause principale du problème est le Hezbollah », « le président ne va pas prendre de décisions sur les questions militaires liées à Israël » recueillies par les agences du monde entier (Reuters , AP, Al-Jazira, etc.) □

□ La communauté internationale appuie l'État criminel

□ □ En 1985, le gouverneur de la banque centrale sud-africaine s'est rendu en Europe à la recherche d'aide pour résoudre la crise financière de son pays, mais ne trouve pas de soutien. De leur côté, les travailleurs des mines d'or annoncent une grève pour augmenter la pression.

□ □ Les politiciens israéliens voyagent beaucoup en ces temps à l'Occident, quoique plus ou moins cachés dans la lumière des plaintes qui pleuvaient de divers pays afin d'apporter leur message de « l'autodéfense », « guerre contre le terrorisme islamique » et « l'attachement au processus de paix », pour contrer leur image auprès des citoyens de ces pays. Malheureusement, ils sont reçus et pire, ils multiplient et améliorent les accords de toutes sortes dans tous les domaines entre l'UE et Israël, en dépit des lois internationales et européennes prévoient la suspension de la coopération avec les pays qui violent gravement les droits de l'homme.

□ □ Le soutien américain à Israël est la plus notoire, mais c'est une grave erreur de penser que l'UE a un rôle mineur. Les informations fournies ne laissent pas place au doute :

□ □ "L'UE et Israël sont engagés à élaborer un partenariat étroit qui est bénéfique dans les échanges politiques, et les finances, y compris la coopération sur les questions sociales, scientifiques, technologiques et culturels. L'objectif du plan d'action est d'intégrer progressivement Israël dans les politiques et programmes européens. Chaque mesure prise se fera par accord mutuel et le plan d'action est conçu pour refléter les intérêts et les priorités d'Israël et son niveau de développement. "

□ □ Peu importe que le partenariat euro-méditerranéen signé entre l'UE et Israël, publié en juin 2000 dans le Journal officiel des Communautés européennes, dans son article premier déclare que l'un des buts de l'accord est de « favoriser la coopération régionale, avec le but de renforcer la coexistence pacifique et la stabilité économique et politique. »

□ □ Son deuxième article déclare que « les relations entre les partenaires et les dispositions du présent accord doivent être fondées sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques qui guident leur politique intérieure et internationale et constituent un élément essentiel du présent accord " □

□ □ L'Espagne a des accords de coopération dans les domaines militaire, de l'énergie, de l'agriculture, de l'environnement, de la culture, de l'éducation, de la fiscalité et du tourisme, contribuant ainsi efficacement à l'occupation militaire israélienne.

□ □ En 1985, le gouvernement sud-africain interdit aux médias de rendre compte des manifestations dans les zones désignées comme étant en état d'urgence et restreint le mouvement des journalistes.

□ □ Le journal britannique The Guardian a indiqué le 10 Janvier 2009, que "pendant les deux semaines de bombardement de la bande de Gaza, la plupart des journalistes en ont été tenus à l'écart pour des raisons de sécurité. Les Israéliens semblent satisfaits du résultat " □

□□En Europe, il n'y a pas de protestations ou de plaintes contre cette violation de la liberté de l'information, et il n'y en a pas non plus en Espagne contre l'impossibilité d'accéder à partir des ordinateurs des bibliothèques publiques aux sites internet du Hamas, parce que les techniciens ont des ordres des décideurs politiques de bloquer l'accès aux pages de la résistance. Avec la censure ici et le manque d'information sur la Palestine, les principaux journaux espagnols pontifient sur le problème islamiste au Moyen-Orient.

□□La collaboration et le soutien ne se passent pas seulement entre les gouvernements. De nombreuses autres institutions étatiques coopèrent également dans leur propre domaine: principalement les entreprises mais aussi les syndicats, universités, associations, etc.

□□Le "dialogue constructif", feu vert aux crimes d'Israël

□□En 1986, des commandos sud-africains attaquent des centres de l'ANC au Zimbabwe, au Botswana et en Zambie ; Botha justifie ces « attaques légitimes contre le terrorisme ». Il y avait alors quatre ans qu'Israël avait envahi le Liban pour attaquer les bases du Fatah, laissant des dizaines de milliers de morts et de déplacés internes, et des dégâts matériels considérables.

□□Desmond Tutu signale à nouveau l'échec de la politique de «dialogue constructif» de Reagan, demande des sanctions économiques internationales et déclare qu'«il n'y a aucune garantie qu'elles puissent faire tomber de l'apartheid, mais c'est la seule option non-violente qui nous reste et il y a des chances qu'elle marche. » En 1989, Mobil, la seule grande entreprise encore présente en Afrique du Sud, annonce son retrait. Plusieurs entreprises prennent des mesures allant dans ce sens envers Israël, mais les progrès sont lents. On peut consulter à ce sujet le site web du Mouvement BDS.

□□En 1989, Mandela, toujours en prison, se retrouve avec Botha dans son bureau au Cap. Israël refuse toujours de rencontrer les représentants palestiniens démocratiquement élus lors des élections législatives de 2006, sous le regard d'observateurs internationaux, qui ont attesté de leur validité.

□□Le traitement par Israël des dirigeants palestiniens qui ne sont pas des collaborateurs, consiste à les éliminer par des «assassinats ciblés» (Abou Ali Mustafa, G Kanafani, Ahmed Yassine, Abdel Aziz Al-Rantissi etc.) ou à les enfermer pour la vie (Arafat, M. Barghouti , A. Saadat, etc.).

□□Le 11 février 1990 Mandela est libéré sans conditions, mais il maintient sa demande à la communauté internationale de maintenir la pression sur l'Afrique du Sud, faisant valoir que la levée des sanctions risquerait d'arrêter le processus vers la fin totale de l'apartheid. Quatre jours plus tard, 20.000 Afrikaners manifestent à Pretoria contre cette libération. Durant l'été 2005, dix mille colons manifestent près de Gaza contre le retrait des colonies à Gaza. La presse occidentale n'a pas signalé que, en vertu du droit international, ce retrait ne signifie pas la fin de l'occupation militaire, vu que c'est le contrôle du territoire et non la position de l'occupant, qui définit celle-ci.

□□L'État-voyou utilise tous les moyens à sa disposition

□□Au début des années 1990 on assiste à une recrudescence de la violence entre membres de l'ANC et ceux de l'Inkatha, faisant des centaines de morts. Mandela et d'autres dirigeants de l'ANC accusent la police de prendre le parti de l'Inkatha et contre l'ANC, dans un effort pour promouvoir les différences ethniques et d'affaiblir l'ANC dans ses négociations avec le gouvernement. □

□□Après les élections dans les territoires occupés en 2006, certaines des actions du gouvernement israélien, fortement appuyé par des acteurs étrangers, en particulier les envoyés des Etats Unis, ont consisté à promouvoir avec une grande intensité les luttes intestines palestiniennes entre les deux grands partis Fatah et Hamas, avec le même résultat : des dizaines de morts, la violence accrue, et d'énormes dégâts à la cause nationale, ce qui joue en faveur des instigateurs.

□□Le 1er septembre 1990 est rendu public le rapport d'enquête du juge Richard Goldstone sur la mort de 18 manifestants par des tirs de la police, qui a eu lieu au mois de mars précédent à Sebokeng. Le rapport critique l'action de la police et dit que la police a utilisé une force "exorbitante et disproportionnée avec tout objectif légitime qu'elle aurait pu avoir."

□□Goldstone ne pouvait pas soupçonner que 20 ans plus tard il répéterait ses recherches en Israël et dans les Territoires occupés sur l'attaque de Gaza, à une échelle beaucoup plus grande. Bien que ce rapport ait contribué à lui forger une renommée internationale, Israël et ses alliés l'ont critiqué et ont fait tout leur possible pour le discréditer et évidemment pour nier les conséquences logiques des conclusions de son rapport : en faire la pierre angulaire d'un procès devant les organismes internationaux compétents pour les crimes de guerre et contre l'humanité.

□□La force de la résistance populaire: fermé jusqu'à la victoire

□□En février 1991, les pays de la Communauté européenne décident de lever les sanctions économiques une fois que le Parlement sud-africain aura abrogé trois lois fondamentales de l'apartheid, mais Mandela menace immédiatement d'une mobilisation générale pour empêcher les investissements étrangers si l'accord est conclu. Pendant les deux années qui suivent (durant laquelle les sanctions seront partiellement levées) Mandela ne demande pas publiquement la fin des sanctions, qui se produit le 25 septembre 1993. □

□□Deux semaines auparavant, Arafat et Rabin ont signé, avec le président Clinton, la Déclaration de principes, aussi connue comme l'Accord de Washington. Il n'est pas exigé d'Israël de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien, de respecter le droit au retour des réfugiés, de renoncer à l'occupation, mais simplement d'accepter de négocier avec les Palestiniens. Ces derniers, de leur côté, acceptent d'entamer des pourparlers avec l'occupant et agresseur en échange d'un renoncement au droit international et d'un oubli des résolutions des Nations Unies sur le conflit israélo-palestinien. Aujourd'hui, on ne peut pas ne pas observer sans surprise et sans gêne le parcours réalisé par l'Autorité palestinienne durant les années gaspillées à "parler" à partir d'une position de faiblesse accusée avec un ennemi très puissant et implacable. □

□□En 1993, Mandela et De Klerk reçoivent le Prix Nobel de la Paix. En mai 1994 le premier est élu comme premier président démocratiquement élu d'Afrique du Sud. En juin 1994, le Conseil de sécurité lève l'embargo sur les armes et Pretoria est de nouveau admis à l'ONU et dans toutes ses agences.

□□En 1994, Arafat, Rabin et Pères reçoivent le Nobel de la Paix et le Prix Prince des Asturies pour la Concorde. Depuis cette date, la situation des Palestiniens n'a pas bougé. Bien au contraire, elle s'est détériorée considérablement et à certains égards, peut être considérée comme catastrophique. Soixante-trois ans se sont écoulés depuis la création de l'État d'Israël, durant laquelle sa position sur la scène internationale s'est accrue.

□□Les dirigeants palestiniens embarqués dans les négociations n'y ont rien gagné, si ce n'est un moyen de gagner leur vie. La résistance palestinienne opposée à ces négociations a été punie régulièrement et sévèrement par Israël et ses alliés. Toutefois, elle maintient la dignité, et ne cesse pas, de sorte que, grâce à elle, la situation n'est pas pire.□

□Le droit international, l'apartheid, le sionisme et l'occupation militaire

□□L'apartheid a été condamné par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 1761 de 1962, comme une violation de la Charte des Nations Unies et une menace à la paix et la sécurité internationales. Le sionisme a été condamné par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1975 "comme une forme de racisme et de discrimination raciale", dans sa résolution 3379. En 1991, celle-ci est devenue la seule résolution de l'ONU qui ait été révoqué et, depuis lors, la situation s'est progressivement détériorée pour les Palestiniens.

□□L'occupation militaire par Israël de territoires palestiniens a été déclarée illégale par le Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment par la Résolution 242, qui déclare irrecevable l'acquisition de terres par la guerre et exigeant le retrait de l'armée israélienne territoires occupés en juin 1967. De nombreux juifs israéliens nés dans d'autres pays, dont ils ont la nationalité, bénéficient de 87% des territoires palestiniens, tandis que les autochtones sont obligés de vivre dans des parties isolées les unes des autres dans les 13% restants, sans liberté de la mouvement, dans ce qui est également connu comme bantoustans palestiniens.

□□Le système de l'apartheid en Afrique du Sud comme l'occupation militaire en Palestine, sont contraires au droit international et cela ressort d'innombrables documents de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes subsidiaires. On peut consulter "L'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre l'apartheid" et «La question de Palestine à l'Organisation des Nations Unies».

Cependant, cette reconnaissance a peu servi à ses victimes, car bien que la législation internationale exige que les pays membres de l'ONU agissent contre ces systèmes avec les moyens à leur disposition pour les éradiquer, l'histoire montre que c'est plutôt le contraire qu'ils ont fait pendant de nombreuses années dans le cas sud-africain et qu'ils continuent à faire dans le cas de la Palestine.

□La situation politique des Noirs sud-africains a changé en 1994, avec la fin de l'apartheid et la présidence de Nelson Mandela, mais les Palestiniens, qui ont aussi connu un tournant apparent en 1994 avec l'arrivée d'Arafat dans les territoires occupés et sa présidence l'Autorité palestinienne, s'est détériorée depuis lors jusqu'à une situation extrême, en particulier à Gaza.□□Desmond Tutu, archevêque émérite du Cap, a déclaré après le dernier de ses voyages en Palestine : "A passer par les check-points je me rappelais comment les choses s'étaient passées dans mon pays sous l'apartheid: l'arrogance des policiers et des soldats, tu dépends de leur volonté pour passer ou non. Mais il y a des choses qui se passent en Israël et ne se sont jamais passés dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, par exemple, les châtiments collectifs ».

□Ces châtiments collectifs constituent un crime de guerre en vertu du droit international, en particulier les lois de la guerre et la Quatrième Convention de Genève de 1949. Conformément à la loi, les Palestiniens sous occupation sont des personnes protégées et le châtiment collectif qu'Israël leur applique est donc un crime de guerre. La peine pour les criminels de guerre, émise dans les procès de Nuremberg et de Tokyo, est la peine capitale, qui peut être commuée en réclusion à perpétuité. Plus les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité d'Israël en Palestine redoublent, comme ailleurs au Moyen-Orient, un nombre croissant de pays signataires de la Charte des Nations Unies, sans renoncer à celle-ci, modifient leur législation nationale pour empêcher leurs juges d'agir contre les responsables.□

□L'Espagne est parmi eux. Cela s'est produit avec La loi organique 6/1985 du 1er juillet, du pouvoir judiciaire, en particulier l'article 23.4

□□L'ONU et les sanctions face à l'apartheid et à l'occupation militaire

□□Le laxisme inépuisable de la communauté internationale et le soutien vital des Etats Unis et de l'Union européenne à Israël sont en contraste avec les dizaines de résolutions du Conseil de sécurité sur l'Afrique du Sud, qui a fait l'objet de diverses mesures de la pression de la part de cette communauté de 1960 à 1994. La communauté internationale, euphémisme pour désigner les Etats Unis et leurs comparses, continue à ne pas réagir à l'énormité des crimes commis par Israël depuis 1948 contre les Palestiniens et les pays de la région, notamment le Liban (de manière cruelle) en 2006.

□□Il n'y a pas de cas similaires dans le monde pour la durée - à partir du moment de la création de l'État d'Israël il y a 62 ans -, et pour la cruauté : des millions de réfugiés sans possibilité de retour, des milliers de morts, de blessés, d'emprisonnés, de torturés, d'expulsés de leurs maisons sans recours possible à la justice ni droit à une indemnisation, des générations qui se succèdent sous l'occupation militaire, avec la destruction de maisons, de biens, de cultures, d'infrastructures ...

□□Il est clair que Israël n'a aucun scrupule à commettre autant de violations qu'il le souhaite, ni ne recule devant leur gravité, bien au contraire, parce qu'il sait qu'on ne le jugera pas pour ça. Gaza a récemment été un exemple parfait de complicité internationale avec Israël, s'il en fallait encore un après plus de soixante ans de tolérance.□

□Tout cela sous les yeux du Conseil de sécurité des Nations Unies, doté de manière spécifique par la Charte des Nations Unies de «la responsabilité primordiale du maintien de la paix et de la sécurité internationales ». La Charte ajoute que «dans l'accomplissement de ces devoirs, le Conseil de sécurité agira conformément aux buts et principes des Nations Unies." Elle indique également que «les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité en vertu de la présente Charte».

□Le premier responsable de l'impunité israélienne, ce sont les Etats Unis, membre permanent du Conseil de sécurité, pays le plus puissant sur terre et principal soutien d'Israël, qui ne cesse d'opposer des veto à toutes les résolutions condamnant Israël. Ce sont les États, individuellement et ensemble, en particulier au sein de l'Organisation des Nations Unies, qui détiennent les

instruments juridiques et la force de coercition nécessaires pour maintenir la paix et le respect des droits de l'homme dans le monde.

□□Par conséquent, outre qu'elle est contraire au droit international et au sens commun, il est immoral, ainsi que nuisible pour le bien-être de l'humanité et les idéaux de justice, de liberté, d'égalité et de progrès pour tous les peuples, que ce soient les États qui permettent et même encouragent Israël à bien des égards. Il existe plusieurs mesures et sanctions internationales contre les systèmes politiques du type ici décrit, qui ont été utilisées dans différents contextes.

□Les sanctions peuvent être diplomatiques, économiques et militaires. Ce que je tiens surtout à souligner ici, c'est tout d'abord que ces mesures sont conçues pour être utilisées lorsque la gravité de la situation l'exige, d'autre part elle sont une tactique, pas une fin. On ne peut pas brandir contre la mise en œuvre de ces mesures un prétendu droit d'Israël à se défendre, et encore moins l'existence d'un processus de paix, qui est inférieur à l'égard du droit international (qui de plus est constamment violé par Israël), et encore moins une guerre contre une menace islamiste présumée.

□□Les crimes qu'Israël a commis et commet encore sans aucune perspective d'y mettre fin exigent l'application immédiate de sanctions par les autres pays pour y mettre fin et empêcher leur multiplication. Une fois cet objectif atteint, les mesures disparaîtront, puisque ce qui est recherché, c'est d'isoler un gouvernement qui, pour son propre compte ou avec le soutien de son peuple, porte gravement atteinte à la Charte des Nations Unies.□□□

La campagne BDS contre Israël et l'expérience du cas sud-africain

□□Face à la persistance de graves violations des droits de l'homme et du droit international par Israël et la complicité de la communauté internationale, un nombre croissant de personnes dans le monde se retrouvent aux côtés de la victime pour tenter de mettre fin à ces violations. Dans le cas de l'Afrique du Sud, comme les gouvernements, les institutions internationales et les grandes entreprises étaient restés silencieux et n'ont rejoint que très lentement la lutte de masse plus ou moins organisés. Ce sont des individus en petits groupes à travers des libres associations et des activités à petite échelle qui ont augmenté au fil du temps et ont gagné le respect et la force, qui ont mené le combat contre l'injustice, l'inhumanité et l'impunité.□□Il ne s'agit pas d'une lutte contre les Israéliens, ni contre les Sud-Africains, ou d'une lutte contre les juifs, autrement dit une manifestation d'antisémitisme, comme ce n'était pas une contre les Blancs, parce qu'ils étaient blancs, mais une action contre la discrimination des Palestiniens en Israël et l'occupation militaire par celui-ci de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Ce mouvement populaire est connu sous le nom de mouvement ou de campagne BDS, qui signifie en anglais, mouvement mondial de boycott, désinvestissement et sanctions pour la Palestine.□ bdsmovement.net

□□Comme indiqué dans ce site, « le 9 Juillet 2005, après l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice sur le mur de séparation qu'Israël construit illégalement sur des terres palestiniennes, la grande majorité des citoyens palestiniens a appelé les citoyens du monde préoccupés par la situation en Palestine au boycott d'Israël, de la même manière qu'on a boycotté l'Afrique du Sud sous l'apartheid, jusqu'à ce qu'il se conforme entièrement au droit international et reconnaisse le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination. »

□□Avec ce mouvement à la fois palestinien et international, ses partisans tentent de faire pression sur Israël pour mettre fin pacifiquement à l'occupation et à l'agression contre les Palestiniens. Comme on le voit, l'un des piliers de la campagne est précisément le rappel de l'histoire du boycott contre l'Afrique du Sud. L'attaque israélienne folle contre Gaza entre décembre 2008 et janvier 2009, qui a provoqué 20 fois plus de morts qu'à Sharpeville, plus de 5000 blessés et des dégâts incalculables, a donné une impulsion au mouvement BDS, qui a cinq ans d'âge.□□□Le rôle des citoyens conscients et les risques qu'ils prennent.

□□Tandis que les politiciens occidentaux continuent leur farce sur la paix et le dialogue entre l'agresseur et la victime, des milliers de personnes sont arrêtées au milieu des années quatre-vingt dans de nombreuses villes du monde entier pour avoir manifesté en faveur du Mouvement pour la liberté en Afrique du Sud.

□□Aujourd'hui les partisans du BDS font face à une menace sérieuse de leurs propres autorités. Le nombre de ceux qui sont persécutés dans les pays démocratiques occidentaux augmente. Le maire de la ville française de Seclin, Jean-Claude Willem, a appelé à boycotter Israël. Il a été jugé et condamné à une amende de 1000 euros en 2002, mais son châtime ne s'arrête pas là. Ayant porté l'affaire devant la Cour européenne des Droits de l'homme, il a perdu de nouveau, car celle-ci a estimé que son action « correspondait à une action discriminatoire et donc condamnable».

□□□Cinq militants BDS écossais sont jugés ces jours-ci pour «comportement raciste», pour une protestation contre le siège israélien de la bande de Gaza. Ils ont interrompu une représentation au Festival international d'Édimbourg, en 2008, du Jerusalem Quartet, composé de quatre musiciens qui affichent le titre d' «ambassadeurs culturels» de l'État d'Israël et de "musiciens distingués des Forces de défense israéliennes."

□□La répression contre les partisans du BDS se manifeste en Espagne, où la police a violemment réprimé des militants dans plusieurs villes pour avoir manifesté leur soutien à un boycott pacifique d'Israël. Israël augmente la pression sur les gouvernements des pays alliés pour qu'ils poursuivent et répriment les actions BDS. Pour cela il utilise une fois de plus l'argument éculé de la « montée de l'antisémitisme en Europe», « la menace de destruction d'Israël », «les liens terroristes internationaux ».

□□□Conclusion

□□Les crimes odieux commis par Israël à Gaza il y a un peu plus d'un an, ont une fois de plus rappelé à ceux qui se préoccupent des Droits de l'homme, qu'il n'est pas acceptable moralement et qu'on ne peut raisonnablement attendre d'institutions internationales ou des gouvernants qu'ils se conforment à la loi qu'ils ont eux-mêmes adoptées pour préserver ces droits selon l'Organisation des Nations Unies:

□□"Nous, peuples des Nations Unies,□□Résolus□□à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits

fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international"(Préambule de la Charte des Nations Unies)□□

De plus, bien avant l'assaut sur Gaza, Israël a pratiqué dans ses 62 ans d'histoire des violations du droit international, et rien n'indique qu'il va y mettre fin sans intervention extérieure. C'est pourquoi, avec l'exemple de ce qui s'est passé pour l'apartheid en Afrique du Sud au siècle dernier, il y a urgence à s'unir et à s'organiser aux côtés des victimes, les Palestiniens aujourd'hui, comme hier les Noirs, pour faire cesser ces violations.

Agustín Velloso

□□* Agustín Velloso est professeur d'éducation comparée, éducation et développement - problèmes du tiers monde, à l'Université nationale d'éducation à distance (Espagne). Ses recherches et publications portent principalement sur l'éducation des réfugiés, l'éducation et la politique en Irak, en Palestine et au Sahara occidental ainsi que sur la Guinée équatoriale.

Texte traduit par Fausto Giudice

Source: [Pambazuka](#)

4 Une campagne de boycott en Grèce.

Des militants grecs de soutien à la cause palestinienne ont déclenché une campagne pour boycotter les produits et les activités israéliennes, en riposte aux agressions israéliennes contre le peuple palestinien.

Selon l'agence de presse iranienne Fars, la campagne de boycott visera diverses sociétés entretenant des liens avec l'entité sioniste et des sociétés israéliennes œuvrant en Grèce. Sont également particulièrement ciblées les sociétés qui encouragent ou travaillent en faveur des colonies en Cisjordanie.

Des militants ont également installé des kiosques en face de ces sociétés, sur lesquels sont brandis des drapeaux palestiniens, posters qui illustrent l'horreur des crimes israéliens. D'aucuns s'adressent aux passants par haut-parleur pour en appeler au boycott.

Dans des tracts distribués aux passants, des appels sont lancés aux personnalités grecques qui comptent se rendre en Israël pour qu'elles se désistent.

Pour sa part, l'association Intifada a lancé un appel pour boycotter les universités israéliennes.

Elle s'efforce également de rallier les Unions des ouvriers de ports grecs afin qu'ils boycottent les bateaux israéliens.

Selon la militante de l'association, Iwana Razio, les activités d'Intifada comprennent également le boycott de toutes les activités organisées par l'ambassade d'Israël en Grèce, des réponses aux déclarations de presse faites par son ambassadeur à Athènes, et des campagnes dans les médias grecs pour dévoiler les violations israéliennes perpétrées ;

Des rencontres et des conférences seront également organisées dans plusieurs endroits de la Grèce, afin de sensibiliser la population grecque aux souffrances du peuple palestinien.

25/06

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143840&language=fr>

5 Les dockers suédois boycottent les navires israéliens.

Les dockers suédois boycottent les navires israéliens pour protester contre le raid du 31 mai dernier contre une flottille d'aide humanitaire destinée à la Bande de Gaza.

Le syndicat des dockers suédois a précisé qu'il soutenait le convoi d'aide internationale et a demandé à Israël de lever son blocus sur le territoire palestinien.

Environ 1.500 membres du syndicat prennent part au boycott d'une semaine, qui a débuté mercredi.

Le porte-parole du syndicat, Björn Borg, a précisé que les manutentionnaires du port de Göteborg avaient refusé de s'occuper d'une dizaine de containers destinés ou provenant d'Israël.

Plusieurs militants suédois se trouvaient sur la flottille au moment du raid qui a fait neuf morts.

23/6

AP

6 "Israël" tente "d'échapper aux conséquences internationales et d'atténuer les pressions internationales"

Le Hamas a accusé, ce lundi, "Israël" de tenter "d'échapper aux pressions internationales" après des informations sur un possible allègement du blocus de Gaza et la création d'une commission israélienne sur son raid contre la flottille pour Gaza.

"Israël" tente "d'échapper aux conséquences internationales et d'atténuer les pressions internationales" déclenchées par l'assaut contre la flottille le 31 mai, qui a fait neuf morts, tous de nationalité turque, a précisé Fawzi Barhoum, un porte-parole du Hamas.

"La communauté internationale devrait exiger la levée totale du blocus de Gaza et ne pas permettre à "Israël" d'échapper à la responsabilité de ses crimes", a ajouté M. Barhoum.

M. Barhoum a également expliqué qu'"en refusant la formation d'une commission d'enquête internationale sur le massacre de la flottille, Israël se condamnait lui-même".

"Israël tente manifestement d'échapper à la pression internationale et aux appels à une enquête internationale", a-t-il assuré.

14/06

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142046&language=fr>

7 Un peu de lest : Une tentative de contourner la levée totale du siège et de faire baisser la pression et la colère populaire

Hamas qualifie cet assouplissement de mesure «cosmétique». «C'est une tentative de contourner la levée totale du siège et de faire baisser la pression et la colère populaire des Musulmans et des Arabes, mais aussi des gens libres de par le monde qui appellent à une levée de ce siège sur Ghaza», estime le porte-parole du Hamas Ismail Radwan qui doit s'interroger sûrement sur les récentes manifestations des intégristes israéliens qui veulent une ségrégation entre enfants ashkénazes et séfarades dans les écoles religieuses et les dernières mesures du gouvernement israélien. Comme celles de réactiver une loi de 1952 dite d'Entrée qui permet la révocation des permis de résidence des Palestiniens à Al Qods. Plus de 5.000 expulsions annuellement. Dernières en date, celles de quatre membres du Conseil législatif palestinien.

Les citoyens israéliens d'origine palestinienne, soit 20% de la population confinés sur 3% des terres, ne semblent pas inspirer confiance à l'Etat hébreu qui rêve de leur «transfert» ailleurs. Ou de continuer les démolitions dans El Qods est, et ce, dans le « silence » le plus total de George Mitchell qui refuse de donner la moindre garantie au Président de l'Autorité palestinienne sur le gel des constructions et des Américains et autres Européens qui ont oublié, un, qu'ils avaient promis des milliards de dollars, à la conférence de Charm El-Cheikh pour reconstruire Ghaza, deux, de peser de «tout leur poids» pour mettre fin à l'insoutenable blocus et faire sortir le processus de paix de «l'impasse» actuelle.

22/06

<http://www.horizons-dz.com/la24/11202.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19